

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demander le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 16 février 1935**, rendant applicables au paiement des marchandises importées de Sarre avant le 18 février 1935 les dispositions du décret du 28 juillet 1934. (Arrêté de promulgation du 12 avril 1935). 190
- Arrêté ministériel du 2 mars 1935**, modifiant certains articles de l'arrêté du 9 août 1930 relatif au concours d'admission au stage de l'école coloniale des adjoints des services civils et commis principaux des secrétariats généraux. 191

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 8 avril 1935**, portant réglementation de la profession d'avocat-défenseur au Togo. 192
- Arrêté du 8 avril 1935**, approuvant le tarif spécial P. V. N° 1 bis. 195
- Arrêté du 8 avril 1935**, portant modifications aux tarifs du chemin de fer du Togo. 195
- Arrêté du 9 avril 1935**, abrogeant l'arrêté du 22 mars 1935 mettant en observation sanitaire les voyageurs en provenance de la Côte d'Ivoire. 196
- Erratum à l'arrêté du 18 janvier 1935**, organisant l'enseignement officiel au Togo. 196

Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène

Alcools	200
Allocation	200
Campagne du cacao	200
Chefs de canton	200
Commission d'enquête	201
Commission des marchés	201
Cotes irrécouvrables	201
Encaisse des bureaux des P. T. T.	201
Marchés	201
Monnaies anglaises	201
Pièces justificatives	201
Produits pharmaceutiques	201
Prorogation de crédits	202
Remboursements	202
Rôles primitifs et supplémentaires	202
Sociétés de prévoyance	203
Troupeau administratif	203
Domaines	203
Avis aux navigateurs N° 21 & 82	203
Bulletin économique de l'année 1934	204
Etat des produits importés pendant l'année 1934	209
Etat des produits exportés pendant l'année 1934	228

PARTIE NON OFFICIELLE

B. A. O. (Bilan au 31 décembre 1934)	233
Annonces	234

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Payement des marchandises importées de Sarre

ARRETE N° 172 promulguant au Togo le décret du 16 février 1935 rendant applicables au paiement des marchandises importées de Sarre avant le 18 février 1935 les dispositions du décret du 28 juillet 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 février 1935 rendant applicables au paiement des marchandises importées de Sarre avant le 18 février 1935 les dispositions du décret du 28 juillet 1934;

Vu la circulaire ministérielle n° 388 du 25 février 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 16 février 1935 rendant applicables au paiement des marchandises importées de Sarre avant le 18 février 1935 les dispositions du décret du 28 juillet 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 avril 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 17 du décret du 26 décembre 1926 portant codification des lois douanières;

Sur le rapport des ministres des affaires étrangères, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture et des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 28 juillet 1934 relatif à l'application de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux sont applicables au paiement des marchandises importées de Sarre en France avant le 18 février 1935.

ART. 2. — Un arrêté signé par les ministres des affaires étrangères, du commerce et de l'industrie, de

l'intérieur, des finances, de l'agriculture et des colonies déterminera les conditions d'application du présent décret.

Fait à Paris, le 16 février 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de l'intérieur,
Marcel REGNIER.

Le ministre de l'agriculture,
Emile CASSEZ.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, LE MINISTRE DES FINANCES, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET LE MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret du 16 février 1935 concernant l'arrangement franco-allemand relatif au règlement des créances commerciales franco-sarroises et germano-sarroises;

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté du 28 juillet 1934 relatif à l'application de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux sont, sous réserve des mesures prévues par les articles 2 et 3 ci-après, applicables, à partir du 18 février 1935, aux paiements commerciaux franco-sarrois.

ART. 2. — Les importateurs de marchandises en provenance de la Sarre qui, à la date du 18 février 1935, seraient encore redevables en tout ou en partie du prix de ces marchandises, devront, dans un délai de huit jours, à compter de la publication du présent arrêté, en faire la déclaration à l'office franco-allemand des paiements commerciaux de la chambre de commerce de Paris, avec indication de la date des échéances. Il leur sera accusé réception de cette déclaration.

ART. 3. — Si les importations visées, à l'article ci-dessus ont fait l'objet de tirages, le paiement des traites ne pourra être effectué qu'entre les mains de tiers porteurs domiciliés en France; ceux-ci en verseront la contre-valeur à l'office franco-allemand, à moins qu'ils ne détiennent lesdits effets à titre de propriétaire créancier gagiste, ou comme contre-partie d'une avance.

Dans les huit jours qui suivront la publication du présent arrêté, les tiers porteurs devront adresser à

L'office franco-allemand la liste des effets qu'ils détiennent, à titre, de propriétaire, créancier gagiste, ou comme contre-partie d'une avance.

Fait à Paris, le 16 février 1935.

Le ministre de l'intérieur,

Marcel REGNIER.

Le ministre des affaires étrangères,

Pierre LAVAL.

Le ministre de l'agriculture,

Emile CASSEZ.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Concours d'admission au stage à l'école coloniale

ARRETE n° 61/59

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les actes subséquents qui le modifient, notamment le décret du 20 février 1934;

Vu l'arrêté du 9 août 1930, modifié par l'arrêté du 31 mai 1932, réorganisant le concours d'admission au stage de l'école coloniale des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux;

ARRETE :

Les dispositions des articles 5, 10 (alinéas 6 et 7), 11 (alinéa 1 et 2) 13 (dernier alinéa), 14 et 16 (2^e alinéa), de l'arrêté du 9 août 1930, relatif au concours d'admission au stage de l'école coloniale des adjoints des services civils et commis principaux des secrétariats généraux, sont remplacées par les suivantes :

Article 5.

« La liste des candidats admis à concourir est arrêtée par le ministre dans le courant du mois de février de l'année du concours.

« Elle est publiée au journal officiel de la République française.

« Les noms qui y figurent sont immédiatement signalés par cablogramme aux administrations intéressées qui notifient la décision ministérielle aux candidats admis à concourir.

« Nul ne peut y être inscrit :

« 1^o — S'il ne formule sa demande dans les délais réglementaires impartis à l'article 3 ci-dessus;

« 2^o — S'il ne remplit, la veille au moins du jour fixé pour le concours, les conditions ci-après prévues à l'article 6 du décret du 10 juillet 1920, modifié par le décret du 20 février 1934.

« 1^o — Compter au moins deux années de services effectifs rendus aux colonies dans son corps;

« 2^o — Justifier d'une ancienneté, dans son grade, de trente mois au moins pour les adjoints des services civils et de douze mois pour les commis principaux des secrétariats généraux. Les rappels d'ancienneté pour services militaires attribués aux intéressés, en exécution des lois du 1^{er} avril 1923 et du 17 avril 1934 entrent en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté et du séjour colonial exigés ci-dessus;

« 3^o — N'avoir pas été l'objet d'une sanction disciplinaire inscrite au dossier, dans les deux années qui ont précédé la date du concours;

« 4^o — N'avoir pas dépassé l'âge de trente cinq ans. Cette limite d'âge est prorogée, en faveur des candidats qui ont accompli des services militaires pendant la guerre 1914-1919 d'une durée égale à celle de ces services;

« 5^o — Être autorisé par le chef de la colonie dont il relève à prendre part au concours.

« A cet effet les candidats doivent formuler, dans le délai de trois mois, à compter de la date à laquelle a été publié au journal officiel de la République française, l'arrêté annonçant l'ouverture du concours, une demande en vue d'être autorisé à prendre part aux épreuves. Cette demande, adressée par la voie hiérarchique, est soumise aux gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies dont relèvent les intéressés qui accordent, s'il y a lieu l'autorisation nécessaire en tenant compte des qualités administratives de la manière de service et de la culture général des postulants, ainsi que des diplômes universitaires dont ils peuvent être titulaires. Nul ne peut être autorisé plus de trois fois à subir les épreuves du concours.

Article 10. — Alinéas 6 et 7.

« Le bulletin placé dans une enveloppe fermée qui en mentionne le contenu est remis par chaque candidat aux fonctionnaires surveillants en même temps que la première composition.

« La seconde composition est remise dans les mêmes conditions que la première ».

Article 11. — Alinéas 1 et 2.

« Les compositions de la première série sont réunies dans une même enveloppe cachetée et scellée par les fonctionnaires surveillants qui inscrivent sur cette enveloppe « centre d'examen de . . . concours pour l'admission des agents des services civils et secrétariats généraux au stage de l'école coloniale. Composition de . . . » et signent.

« Il est procédé de même pour les compositions de la deuxième série ».

Article 13. — Dernier alinéa.

« Il est ajouté à ces deux notes une troisième note qui constitue l'appréciation par la commission d'examen des titres et services du candidat, laquelle est dénommée « cote de valeur professionnelle et ser-

« vices rendus ». Cette cote est établie dans les conditions fixées par l'article 14 ci-après ».

Article 14.

« La commission examine, en séance, les calepins de notes ainsi que les services militaires rendus aux armées par les candidats au cours de la dernière guerre et les diplômes universitaires : elle attribue à chacun d'entre eux une cote d'ensemble représentant, à la fois, la valeur professionnelle et les services rendus. Cette cote, attribuée selon la progression indiquée à l'article 13 ci-dessus, varie de 0 à 20, ce chiffre représentant 20%, (ou le cinquième) du total maximum des points pouvant être obtenus pour les deux compositions écrites, compte tenu de leurs coefficients ».

Article 16. — 2^e Alinéa.

« Cette liste, établie par ordre de mérite suivant le total des points obtenus, ne peut comprendre un nombre de candidat supérieur à celui des places mises au concours. Elle ne peut contenir, d'autre part, aucun nom de candidat ayant obtenu, conformément à l'article 13, un total de points, (somme des deux notes des compositions écrites coefficientées et de la cote pour valeur professionnelle et services rendus), inférieur à 78, non comprise la majoration prévue à l'article 15 ».

Fait à Paris, le 2 mars 1935.

Louis ROLLIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Profession d'avocat-défenseur

ARRETE N° 153 portant réglementation de la profession d'avocat-défenseur au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant la justice française en Afrique occidentale française, promulgué au Togo par arrêté du 31 janvier 1925;

Vu l'arrêté du 27 avril 1915, réglant les services des audiences de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française et spécialement l'article 4 de cet arrêté;

Vu l'arrêté n° 229 en date du 2 mai 1932 portant réglementation de la profession d'avocat-défenseur au Togo;

Vu l'avis du chef du service judiciaire;
Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au Togo un corps d'officiers ministériels chargés de postuler et de plaider dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique

occidentale française pour les parties qui ne le font pas elles-mêmes. Ces officiers ministériels portent le nom d'avocats-défenseurs. Leur nombre est limité à trois pour le ressort du tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

ART. 2. — Les avocats-défenseurs ont seuls qualité pour plaider et conclure en toutes matières devant la cour et les tribunaux français du ressort, ainsi que pour faire et signer tous actes nécessaires à l'instruction des causes civiles et commerciales et à l'exécution des jugements et arrêts.

Néanmoins toute partie peut, sans l'assistance d'avocat-défenseur, plaider et postuler soit pour elle-même, soit pour ses cohéritiers, associés et consorts, soit pour ses parents et alliés sans exception en ligne directe et jusqu'au second degré, inclusivement en ligne collatérale. Le mari peut de même plaider et postuler pour sa femme, celle-ci pour son mari le tuteur ou le curateur pour ses pupilles, le curateur aux successions vacantes pour les personnes qu'il représente. Les représentants légaux sont dispensés de la justification de leur mandat.

ART. 3. — Dans les actions civiles purement personnelles et mobilières et dans les actions commerciales d'une valeur déterminée ne dépassant pas 25.000 francs, le ministère de l'avocat-défenseur n'est pas obligatoire; et les parties peuvent se faire représenter devant le tribunal par un mandataire de leur choix muni d'un pouvoir écrit et exprès et agréé par le tribunal.

ART. 4. — Lorsque le nombre des avocats-défenseurs présents au siège du tribunal ou de la justice de paix à compétence étendue sera moindre de deux, pour une cause quelconque, ou lorsqu'aucun des avocats-défenseurs présents ne pourra occuper dans une affaire, les parties pourront se faire représenter devant cette juridiction par un mandataire de leur choix muni d'un pouvoir écrit et exprès, et agréé comme il est dit à l'article ci-dessus.

L'absence des avocats-défenseurs ou l'impossibilité pour eux d'occuper dans l'affaire devra au préalable être constatée par le président de la juridiction, à la demande des parties.

ART. 5. — Les avocats justifiant de leur inscription aux tableaux dressés dans la métropole ou dans les autres colonies ou pays de protectorat ou territoires sous mandat français, pourront être autorisés par le chef du service judiciaire à plaider sur le territoire du Togo dans une ou plusieurs affaires déterminées.

CONDITIONS D'ADMISSION ET D'EXERCICE DE LA PROFESSION

ART. 6. — Pour pouvoir exercer comme avocat-défenseur et être inscrit en cette qualité au tableau dressé à cet effet par la cour d'appel, il faut remplir les conditions suivantes :

1^o — Etre âgé de vingt cinq ans accomplis ou avoir obtenu du Commissaire de la République une dispense qui ne pourra être accordée qu'aux candidats âgés de vingt et un ans au moins;

2^o — Etre français ou naturalisé et jouir de ses droits civils et politiques;

3^o — Justifier de sa moralité;

4^o — Etre licencié en droit;

5^o — Avoir été inscrit pendant deux années à un barreau de la métropole, de l'Algérie, des pays de protectorat ou des colonies françaises, ou avoir rempli pendant la même durée des fonctions judiciaires, ou justifier de deux années de cléricature, ou avoir été inscrit pendant deux ans comme secrétaire d'avocat-défenseur, avec résidence dans le Territoire.

ART. 7. — Tout candidat aux fonctions d'avocat-défenseur adressera sa requête, avec les pièces à l'appui, au chef du service judiciaire qui procédera à une enquête, et après avis de la cour d'appel transmettra le dossier avec ses propositions au Commissaire de la République. Celui-ci délivrera, s'il y a lieu, une commission d'avocat-défenseur.

ART. 8. — Les avocats-défenseurs sont assujettis à un cautionnement de 5.000 francs en espèces.

ART. 9. — Avant d'entrer en fonctions, et après avoir rapporté le récépissé constatant le versement de leur cautionnement à la caisse des dépôts et consignations, les avocats-défenseurs prêtent, devant la cour d'appel, le serment dont la teneur suit :

« Je jure de ne rien dire ou publier de contraire
« aux lois, ordonnances, décrets, arrêtés et règlements,
« aux bonnes mœurs, à la sécurité de l'Etat et à la
« paix publique, de ne jamais m'écarter du respect dû
« aux tribunaux et aux autorités publiques, de ne plaider aucune cause que je ne croirai pas juste en mon
« âme et conscience ».

Ce serment peut être prêté par écrit.

ART. 10. — Les avocats-défenseurs peuvent chaque année s'absenter du Territoire, sans autorisation, pendant trois mois, à l'époque déterminée par arrêté du Commissaire de la République; mais ils doivent informer par écrit le chef du service judiciaire de leur départ.

Lorsque l'absence doit durer plus de trois mois, elle doit être autorisée par le Commissaire de la République.

Après une année d'absence de la colonie, et sauf justification d'un empêchement de force majeure ou toute autre excuse légitime, les avocats-défenseurs sont, sur la proposition du chef du service judiciaire et après avis de la cour d'appel, déclarés démissionnaires par arrêté du Commissaire de la République.

DES SECRÉTAIRES D'AVOCAT-DÉFENSEUR

ART. 11. — Outre les avocats-défenseurs, il existe dans le territoire du Togo, des secrétaires d'avocat-

défenseur qui sont chargés de remplacer les titulaires absents ou empêchés. Ils exercent sous la responsabilité desdits titulaires et la garantie de leur cautionnement. Ils sont de ce fait dispensés du versement d'un cautionnement personnel.

ART. 12. — Pour être nommé secrétaire d'avocat-défenseur, il faut être agréé par le titulaire d'une charge et remplir les conditions exigées par les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6 du présent arrêté.

Les secrétaires devront être âgés de vingt deux ans au moins.

La requête adressée par un candidat aux fonctions de secrétaire d'avocat-défenseur est instruite selon les formes prescrites à l'article 7. L'arrêté de nomination indique l'étude à laquelle le secrétaire est affecté.

Avant d'entrer en fonctions, les secrétaires d'avocat-défenseur prêtent devant la cour d'appel le serment prescrit à l'article 9.

ART. 13. — Le secrétaire d'un avocat-défenseur remplace automatiquement celui-ci pendant l'absence de trois mois prévue au premier alinéa de l'article 10. En tout autre cas, il est désigné pour le remplacer par arrêté du Commissaire de la République et pour une période qui ne peut excéder une année.

ART. 14. — Dans les procédures engagées et suivies par un avocat-défenseur, le secrétaire de celui-ci peut plaider l'affaire devant la juridiction de jugement, à la condition expresse que l'avocat-défenseur soit présent à l'audience.

ART. 15. — Les secrétaires d'avocat-défenseur peuvent régulièrement assister les inculpés ou la partie civile devant le juge d'instruction et devant le tribunal aux lieu et place de l'avocat-défenseur. Ils peuvent, en cas d'insuffisance du nombre des avocats-défenseurs, être désignés d'office par le président de la juridiction saisie pour assister les accusés, prévenus et inculpés soit devant la cour d'assises, soit devant le tribunal de police correctionnelle, soit devant les tribunaux militaires.

ART. 16. — Les secrétaires d'avocat-défenseur sont inscrits suivant la date de leur nomination sur un tableau spécial dressé par la cour d'appel.

DISCIPLINE

ART. 17. — La discipline des avocats-défenseurs appartient au chef du service judiciaire. Il leur donne tout avertissement qu'il juge nécessaire et prononce contre eux, après les avoir entendus, le rappel à l'ordre et la réprimande.

A l'égard des peines plus graves, telles que la suspension et la destitution, le chef du service judiciaire fait d'office ou sur la plainte des parties, après délibération de la cour d'appel qui entend l'avocat-défenseur inculpé en ses moyens de défense, les propositions qu'il juge nécessaires au Commissaire de la

République, qui statue sur le rapport du chef du service judiciaire.

Le recours au ministre des colonies est ouvert contre les décisions du Commissaire de la République prononçant la destitution. La suspension sera provisoirement appliquée jusqu'à ce que le ministre ait statué.

La suspension ne peut être prononcée pour une période de plus d'une année.

ART. 18. — Les peines disciplinaires prononcées en vertu du présent arrêté ne feront, en aucun cas, obstacle aux poursuites devant les tribunaux de répression, s'il y a lieu.

ART. 19. — Tout manquement de la part d'un avocat-défenseur dans ses plaidoiries ou dans ses écrits aux obligations que lui impose le serment professionnel auquel il est astreint en exécution de l'article 9, est réprimé immédiatement, sur les conclusions du ministère public, par le tribunal saisi de l'affaire qui prononce contre lui le rappel à l'ordre, la réprimande ou la suspension pendant trois mois au plus. Les décisions des tribunaux emportant suspension sont sujettes à appel devant la cour. Lorsque les tribunaux estiment qu'il y a lieu à l'application d'une peine plus grave, il est dressé procès-verbal des faits pour être transmis sans délai au chef du service judiciaire qui procède ainsi qu'il est indiqué à l'article 17.

Toute infraction résultant d'une atteinte portée par l'avocat-défenseur au secret de l'instruction notamment par la communication de renseignements extraits du dossier ou la publication de documents, pièces ou lettres intéressant l'information en cours est réprimée conformément à l'article 17.

ART. 20. — Les avocats-défenseurs n'ont pas la faculté de présenter de successeurs. Tout traité pour la cession ou la transmission de titres ou de clientèle est prohibé comme illicite.

ART. 21. — Ils ne peuvent, lorsqu'ils sont désignés par le juge, refuser, sans motif légitime et admis, la défense des accusés en matière criminelle ou celle des absents et indigents en toutes matières.

Les avocats-défenseurs plaident pour leur partie, tant en demandant qu'en défendant, et ils rédigent, s'il y a lieu, toutes consultations, mémoires et écritures.

Ils exercent librement leur ministère pour la défense de la justice et de la vérité; mais ils doivent s'abstenir de toutes paroles injurieuses ou offensantes envers les parties, leurs représentants et les témoins, de toutes suppositions dans les faits, de toutes surprises dans les citations et autres moyens incorrects, même de tous discours inutiles et superflus.

ART. 22. — Les avocats-défenseurs sont tenus, sous les peines édictées à l'article 17, d'observer envers les magistrats, envers leurs confrères et envers leurs clients les règles et traditions professionnelles établies

par le présent arrêté et par la jurisprudence métropolitaine concernant les avocats et les avoués.

ART. 23. — Il leur est notamment interdit :

1^o — De se rendre directement ou indirectement adjudicataire des biens, meubles ou immeubles dont ils sont chargés de poursuivre la vente;

2^o — De se rendre cessionnaires de droits successoraux ou litigieux;

3^o — De faire avec les parties des conventions aléatoires ou subordonnées à l'événement du procès;

4^o — De prêter leur nom pour des actes de postulation illicite;

5^o — De se compromettre dans la recherche des affaires, soit que les démarches ou les réclamations émanent directement d'eux, soit qu'elles aient été faites par des tiers pour leur compte;

6^o — De partager les honoraires avec d'autres personnes que des confrères, de remettre ou de promettre des commissions à des intermédiaires, de s'intéresser pécuniairement à l'exploitation d'un office ministériel;

7^o — D'occuper un emploi ou d'exercer des fonctions salariées;

8^o — D'occuper les fonctions d'administrateur ou de membre du conseil d'administration de toute société commerciale ou industrielle, de directeur d'un journal ayant un caractère d'entreprise commerciale, de gérant de toute publication périodique; de représenter d'une manière quelconque en dehors de l'exercice de leur profession, des intérêts commerciaux;

9^o — De souscrire, avaliser, endosser ou négocier des valeurs commerciales au profit de qui que ce soit, de se livrer à des opérations de banque ou d'escompte;

10^o — De prélever sur les sommes encaissées le montant de leurs honoraires, sans le consentement formel du client, ou, à défaut d'accord, sans une décision de justice intervenue dans les conditions prévues au règlement portant tarif des avocats-défenseurs;

11^o — De percevoir d'autres droits et émoluments que ceux prévus pour les actes de leur ministère par les textes en vigueur dans la colonie.

ART. 24. — Il est interdit aux avocats-défenseurs, anciens fonctionnaires de l'état ou des colonies, d'accomplir aucun acte de leur profession, pendant un délai de cinq ans, à dater de la cessation de leurs fonctions, contre les administrations auxquelles ces fonctionnaires ont appartenu.

COMPTABILITÉ

ART. 25. — Les avocats-défenseurs tiennent une comptabilité qui comporte :

1^o — Un « livre-journal » sur lequel sont inscrites par ordre de date, sans blanc, rature ni interligne, toutes les sommes qu'ils paient ou reçoivent en vertu de leurs fonctions. Le « livre-journal » mentionne d'autre part jour par jour les titres déposés entre leurs mains, avec indication de leur nature;

2^o — Un « grand-livre » dans lequel un compte par doit et avoir est ouvert au nom du client pour chaque affaire;

3^o — Un registre de « copie de lettres »;

4^o — Un carnet de reçus à souches.

Il leur est défendu de recevoir aucune somme des parties sans en délivrer un reçu détaillé, détaché du carnet de reçus et portant avec son numéro d'ordre, le nom et le domicile du client, la date du versement et le montant de la somme.

Le livre-journal, le grand-livre et le carnet de reçus seront cotés et paraphés par le chef du service judiciaire ou par son délégué. Ils doivent être représentés à toute réquisition de leur part.

ART. 26. — Le « grand-livre » indique en regard des articles qui y sont insérés le folio du journal dont ils sont la reproduction.

Le « doit » comprend tous les articles de dépense tels que consignations de sommes au greffe, frais et débours avancés par l'avocat-défenseur, le montant de ses droits et vacations, avec indication de l'article du tarif en vertu duquel la perception est faite, celui de ses honoraires, qu'ils soient réglés de gré à gré ou arbitrés par le tribunal.

« L'avoir » reproduit tous les articles de recette, tels que remboursement de sommes consignées et paiements totaux ou partiels faits entre les mains de l'avocat-défenseur.

ART. 27. — S'il résulte de la balance du compte que l'avocat-défenseur est resté débiteur de son client, il doit dans le mois du règlement ou du dernier acte par lui fait, représenter sur son « grand-livre » la quittance de son client, avec preuve à l'appui de l'envoi qu'il a fait hors du lieu où il exerce sa fonction des pièces et des fonds.

A défaut de cet acquis ou de la preuve de l'envoi, les sommes sont consignées au trésor colonial, dans la quinzaine qui suit le délai ci-dessus.

Mention de l'envoi des fonds et des pièces ou de la consignation est faite tant sur le « grand-livre » que sur le « livre-journal ». Les pièces conservées seront représentées à toute réquisition.

COSTUME

ART. 28. — Les avocats-défenseurs et leurs secrétaires portent aux audiences de la cour d'appel et des tribunaux, et dans les cérémonies publiques, la robe d'étamine noire fermée avec la chausse, la cravate en batiste blanche, tombante et plissée, la toque en laine noire bordée d'un ruban de velours noir.

ART. 29. — Sont abrogés l'arrêté n° 229 du 2 mai 1932 portant réglementation de la profession d'avocat-défenseur au Togo et toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Lomé, le 8 avril 1935.

BOURGINE.

Tarif spécial P. V.

ARRETE n° 154 approuvant le tarif spécial P. V. n° 1 bis.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 3^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 13 mars 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le tarif spécial P. V. n° 1 bis annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1935.

BOURGINE.

Tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 171 portant modifications aux tarifs du chemin de fer du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 4^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 2 avril 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rédaction du règlement des « tarifs pour le transport des voyageurs et marchan-

dises », en application dans le territoire du Togo est modifiée ainsi que suit, en tous ses points où il est question de wagons de 6 tonnes :

Au lieu et place de « wagons de 6 tonnes »...lire « wagons de 7 tonnes ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1935.

BOURGINE.

Observation sanitaire

ARRETE N° 148 abrogeant l'arrêté n° 128 du 22 mars 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 128 du 22 mars 1935 mettant en observation sanitaire les voyageurs en provenance de la Côte d'Ivoire;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé en Côte d'Ivoire depuis le 18 mars 1935, l'arrêté n° 128 susvisé est abrogé à la date du 6 avril 1935.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Aného sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 9 avril 1935.

BOURGINE.

ERRATUM à l'arrêté n° 32 du 18 janvier 1935 organisant l'enseignement officiel au Togo.

Art. 24.

Au lieu de :

« bulletin d'inscription »

Lire :

« bulletin d'inspection.

(Le reste sans changement).

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Reliquats d'ancienneté

Par arrêté en date du 26 février 1935 du ministre des colonies, les reliquats d'ancienneté pour services militaires, fixés ci-après, sont attribués dans leur grade aux officiers du cadre des ports et rades aux colonies dont les noms suivent :

NOMS	GRADES	RELIQUATS D'ANCIENNÉTÉ		
		Ans	Mois	Jours
MOQUAY	Capitaine de 1 ^{re} classe	—	1	25

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectation spéciale — Radiation

Par décision du Commissaire de la République en date du 10 avril 1935, M. GAUDILLOT François Henri, administrateur de 1^{re} classe des colonies, capitaine de réserve d'infanterie coloniale appartenant à la classe 1915-1916, est rayé des contrôles de l'affectation spéciale à compter du 11 mars 1935, date de son départ en congé administratif de 6 mois.

Nomination d'un chef de service

Par arrêté du :

15 avril 1935. — M. VALENTIN, ingénieur en chef d'agriculture, chef du service d'agriculture du Dahomey est chargé de tenir cumulativement l'emploi du chef du service d'agriculture au Togo et au Dahomey.

Sa résidence est à Porto-Novo.

Rappel à l'activité

Par arrêté du :

16 avril 1935. — M. LANGDON Jacques, agent-comptable de 2^e classe des travaux publics du Togo suspendu de ses fonctions par l'arrêté du 18 décembre 1934, est rappelé à l'activité, et mis à la disposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

Affectations

Par décisions des :

5 avril 1935. — Sont nommés :

Directeur du centre scolaire de Lomé :

M. CHAMPION, instituteur de 1^{re} classe du cadre local de l'enseignement.

Directeur du centre scolaire d'Atakpamé :

M. THOMAS, instituteur de 3^e classe du cadre local de l'enseignement.

16 avril 1935. — M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, retour de congé, attendu à Lomé vers le 17 avril 1935, sur s/s *Amérique*, est mis à la disposition de l'administrateur supérieur du Togo, en remplacement de M. PIC, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies en instance de départ en congé.

M. BURLURAUX, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo, retour de congé, attendu à Lomé vers le 17 avril sur s/s *Amérique*, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé pour y remplir les fonctions d'agent spécial en remplacement de M. GUERIN, adjoint de 1^{re} classe des services civils en instance de départ en congé.

M. BURLURAUX exercera cumulativement les fonctions de secrétaire du tribunal de 1^{er} degré, surveillant chef de la prison, commissaire de police et agent transitaire chargé de la comptabilité-matières.

Congé

Par décision du :

16 avril 1935. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Nevers (27 quai de Loire), est accordé à M. GUERIN, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo qui compte 27 mois et 15 jours de séjour consécutifs dans le territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et son enfant âgée de 14 mois sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 6 mai 1935.

Indemnité

Par décision du :

8 avril 1935. — M. PIC, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, nommé provisoirement juge suppléant près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé, par arrêté du 6 février 1935, aura droit, en application des dispositions du décret du 2 mars 1910, article 9 paragraphe 3, à une indemnité annuelle de 4.250 francs égale au quart de la solde de présence du titulaire.

PERSONNEL INDIGÈNE**Démissions**

Par arrêtés des :

5 avril 1935. — Le canotier de 1^{re} classe DRAFO NIALETÉ, en service au wharf, est considéré comme

démisionnaire de son emploi pour compter du 11 mars 1935, date à laquelle il s'est placé en position d'absence irrégulière.

16 avril 1935. — Est acceptée à compter du 16 avril 1935, la démission de son emploi offerte par le garde d'hygiène de 4^e classe NOUSSOUGAN Frédéric.

Titularisation

Par arrêté du :

16 avril 1935. — Est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1935, le surnuméraire stagiaire 2^e échelon des P. T. T. AKO Augustin.

Sanction disciplinaire

Par arrêté du :

15 avril 1935. — Le mécanicien-conducteur de 2^e classe KOUESSIVI Simon est rétrogradé à la 3^e classe.

Suspension de fonctions

Par arrêté du :

18 avril 1935. — Le préposé des douanes de 7^e classe, PANOU Mathieu, en service au bureau de Lomé, est suspendu de ses fonctions, jusqu'à ce qu'il soit statué sur son cas après avis d'un conseil d'enquête.

Pendant la durée de sa suspension de fonctions, le préposé des douanes de 7^e classe PANOU Mathieu, ne percevra que la moitié de sa solde.

Affectations

Par décisions des :

5 avril 1935. — Est nommé directeur du centre scolaire de Sokodé :

M. AQUAREBURU, instituteur du cadre secondaire de l'enseignement de l'Afrique occidentale française.

12 avril 1935. — Le brigadier planton de 1^{re} classe ACHADE Pierre, en service au bureau de l'agriculture, est mis à la disposition de l'administrateur supérieur.

15 avril 1935. — Le commis d'administration de 6^e classe PINDRA François, en service au bureau de l'agriculture, est mis à la disposition de l'administrateur-supérieur.

Congés

Par décisions des :

12 avril 1935. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 25 avril au 9 mai 1935, est accordée au garde frontière de 2^e classe KUDADJE Gabriel, en service au bureau principal des douanes à Lomé pour en jouir au Territoire.

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 25 avril au 9 mai 1935, est accordée au commis d'administration de 4^e classe SOGLO Philippe, en service au cercle d'Atakpamé, pour en jouir à Bohicon (Dahomey).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 avril au 19 mai 1935 inclus, est accordé à l'ouvrier de 8^e classe du cadre local du chemin de fer du Togo, BOGLA Christian, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 avril au 19 mai 1935 inclus, est accordé à l'ouvrier de 7^e classe SEDAOLÉ TÈVI, en service au chemin de fer, pour en jouir à Kpémé (cercle d'Anécho).

Un congé de 25 jours, avec traitement, du 21 mai au 14 juin 1935 inclus, est accordé au commis de 2^e classe des P. T. T., AKOUETE Cosmas, en service à Palimé, pour en jouir à Anécho.

Pendant la durée de son congé, la gérance sera assurée par le commis de 5^e classe BONNIN Calixte.

18 avril 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 mai 1935 inclus, à l'infirmier-major de 4^e classe LADE Cléophas, en service à la pharmacie de Lomé, pour en jouir à Tséwié.

30 jours, du 1^{er} au 30 mai 1935 inclus, au commis des P. T. T. de 7^e classe, ZUPITZER Emile, en service au bureau de Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 mai 1935 inclus, à l'ouvrier-maçon de 6^e classe, AMEGANVI ASSOKE, en service aux travaux publics de Lomé, pour en jouir à Atakpamé.

30 jours, du 1^{er} au 30 mai 1935 inclus, au facteur enregistreur de 4^e classe, YAMADJAKO Simon, en service au chemin de fer du Togo, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

30 jours, du 1^{er} au 30 mai 1935 inclus, au téléphoniste de 1^{re} classe, JAMES HOUEDANOU, en service à l'exploitation du chemin de fer du Togo, pour en jouir à Atakpamé.

15 jours, du 1^{er} au 15 juin 1935 inclus, au facteur des P. T. T. de 2^e classe, CAPOUCHI Marc, en service à Palimé, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice

Engagement

Par arrêtés des :

5 avril 1935. — Est annulé l'engagement du stagiaire de la catégorie B. KOLANI, N^o Mle M/235/B.T. de la 4^e section de milice Anécho, prononcé par arrêté n^o 125 du 17 mars 1935 (article 1^{er}).

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} avril 1935. — TCHEDRE, adjudant, N^o Mle M/15/A.T. de la P.C. Lomé.

EHOUAZA, sergent, N^o Mle M/13/A.T. de la P.C. Lomé.

EDIARE, sergent, N^o Mle M/111/A.T. de la P.C. Lomé.

ATCHANA, caporal, N^o Mle M/258/A.D. de la P.C. Lomé.

PEGUEDEOUENDE, milicien 1^{re} classe M/270/A.C. de la P.C. Lomé.

BAORE, milicien 2^e classe N^o Mle M/279/A.C. de la P.C. Lomé.

KOUMA, sergent, N^o Mle M/133/A.T. de la 4^e section milice Anécho.

3 avril 1935. — MAMADOU II, milicien 2^e classe Mle M/263/A.D. de la P.C. Lomé.

12 avril 1935. — ZOUMAROU, milicien 2^e classe Mle M/285/A.D. de la P.C. Lomé.

PANGAZOUA, milicien 2^e classe Mle M/282/A.C. de la P.C. Lomé.

SAMBO, milicien 2^e classe Mle M/273/A.C. de la P.C. Lomé.

KIRSAMA, milicien 2^e classe Mle M/284/A.C. de la P.C. Lomé.

14 avril 1935. — TOUDJA, milicien 1^{re} classe Mle M/126/B.T. de la P.C. Lomé.

YORE, milicien 1^{re} classe Mle M/128/B.T. de la P.C. Lomé.

20 avril 1935. — IREKPA, milicien 1^{re} classe Mle M/289/A.D. de la P.C. Lomé.

Permission

Une permission de 15 jours avec solde de présence à compter du 5 avril 1935, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au milicien stagiaire de la catégorie B. KAOLD N^o Mle M/326/B.T., de la 4^e section de milice Anécho pour en jouir à Kéméria (cercle de Sokodé).

Mutations

Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1^{er} avril 1935 :

LAMBONI, milicien 2^e classe stagiaire N^o Mle M/376/A.D. de la P.C. Lomé.

GNOGNOUTO, stagiaire catégorie A. N^o Mle M/378/A.D. de la P.C. Lomé.

DOSA, stagiaire catégorie A. N^o Mle M/414/A.D. de la P.C. Lomé.

Agrément de stagiaires

Sont agréés à compter du 1^{er} avril 1935 :

Comme 2^e classe stagiaire catégorie A :

NASSIGUEDI MIETO, ex-T. S. de 1^{re} classe.

Comme stagiaire catégorie A :

GNASSOUNOU, ex-T. S. de 2^e classe.

DJA, ex-T. S. de 2^e classe.

Comme stagiaire catégorie B :

TOGHE Michel,

ALI TABONAN,

Samuel AVOGAN,

Boniface ADEGNADJOU.

Mutations

a) — Sont admis dans la garde indigène comme gardes de 2^e classe conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, les ex-militiens dont les noms suivent, pour compter du 1^{er} avril 1935.

LAMBONI, N° Mle 1034, ex-2^e classe stagiaire catégorie A. de la P.C. Lomé.

GNOGNOUTO, N° Mle 1035, ex-stagiaire catégorie A. de la P.C. Lomé.

Dossa, N° Mle 1036, ex-stagiaire catégorie A. de la P.C. Lomé.

b) — **RECTIFICATIF** à l'arrêté N° 125 du 17 mars 1935 (article 8 paragraphe b).

Au lieu de :

BESSI, garde de 1^{re} classe.

Lire :

BESSI, brigadier de 1^{re} classe.

Le reste sans changement.

c) — Sont affectés à compter du 1^{er} avril 1935 :

au peloton d'Anécho :

Dossa, garde 2^e classe N° Mle 1036, ex-stagiaire catégorie A. de la P.C. Lomé.

au peloton de Sokodé :

GAOUA, garde de 1^{re} classe N° Mle 1014, du peloton de dépôt.

au peloton de Mango :

DIMBA, garde de 2^e classe, N° Mle 1030, du peloton de dépôt.

au peloton de dépôt (Lomé) :

BAOUIROU, garde de 2^e classe N° Mle 859, du peloton d'Anécho.

LAMBONI, garde de 2^e classe N° Mle 1034, ex-2^e classe stagiaire catégorie A. de la P.C. Lomé.

GNOGNOUTO, garde de 2^e classe N° Mle 1035, ex-stagiaire catégorie A. de la P.C. Lomé.

2^e — Garde indigène

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} avril 1935. — VIDJIANI, garde 2^e classe N° Mle 1029, du peloton de Klouto.

1^{er} mai 1935. — TAMENTA, garde 2^e classe N° Mle 672, du peloton de Sokodé.

Permission

Une permission de 30 jours, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, à compter du 22 mars 1935, est accordée au brigadier de 1^{re} classe BESSI, Mle 1013, du peloton de dépôt, pour en jouir à Bissaré (cercle de Sokodé).

Le brigadier BESSI, affecté au peloton de Klouto par arrêté n° 125 du 17 mars 1935 pour compter du 1^{er} avril 1935, rejoindra son nouveau poste d'affectation à l'expiration de sa permission.

Licenciement — Radiation

a) Est licencié à compter du 1^{er} avril 1935, le garde de 1^{re} classe POBJO, Mle 136, du peloton de Sokodé pour mauvaise manière habituelle de servir et indiscipline.

b) Est rayé des contrôles de la garde indigène, le garde de 2^e classe KODJA, Mle 499, du peloton de Mango, décédé le 19 mars 1935.

1^{re} — Compagnie de milice :

Engagements

Par arrêté du :

12 avril 1935. — Sont engagés pour 1 an à compter du 1^{er} mai 1935 :

Après stage d'un an accompli (Cat. A.)

Comme 1^{re} classe :

KOUABIZOU, milicien 1^{re} classe stagiaire N° Mle M/371/A. C. de la P. C. Lomé.

GNOHOU, milicien 1^{re} classe stagiaire N° Mle M/372/A. D. de la P. C. Lomé.

SIDO TAKAMAGO, milicien 1^{re} classe stagiaire N° Mle M/373/A. S. de la P. C. Lomé.

Comme 2^e classe :

GAFFON TOSSOU, milicien 2^e classe stagiaire N° Mle M/377/A. D. de la P. C. Lomé.

YAYE MOUSSÉ, stagiaire catégorie A. N° Mle M/380/A. S. de la P. C. Lomé.

BAJALA KOTOKOLI, stagiaire catégorie A. N° Mle M/382/A. T. de la P. C. Lomé.

Après stage de 2 ans accomplis (Cat. B.)

Comme caporal :

DADJO, caporal stagiaire. N° Mle M/294/B. T. de la 4^e section milice Anécho.

Comme 1^{re} classe :

BAOUEA, 1^{re} classe stagiaire N° Mle M/293/B. T. de la 4^e section milice Anécho.

Comme 2^e classe :

KOLANI, stagiaire catégorie B. N° Mle M/235/B. T. de la 4^e section milice Anécho.

YACOUBI, stagiaire catégorie B. N° Mle M/303/B. T. de la 4^e section milice Anécho.

NIAMA, stagiaire catégorie B. N° Mle M/302/B. T. de la portion centrale Lomé.

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} avril 1935. — NIOFAM, sergent-chef, N° Mle M/4/A. T. de la P. C. Lomé.

5 mai 1935. — Goudjo, milicien 2^e classe, N° Mle M/297/A. D. de la 4^e section de milice Anécho.

Mutations

a) — Est réintégré à la compagnie de milice à compter du 1^{er} avril 1935 comme stagiaire catégorie B. le garde de 2^e classe HOUNGONOU Henri, N° Mle 998, précédemment en service à la police et sûreté.

b) — Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1^{er} avril 1935, le milicien de 2^e classe DASIO Firmin, N° Mle M/356/A. D. de la P. C. Lomé.

Rengagements**2^e — Garde indigène :**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} mai 1935. — APELETE Joseph, garde 2^e classe N° Mle 831, du détachement de police Lomé.

KONE SAINY, garde 2^e classe N° Mle 1002, du détachement de police Lomé.

WILSON Pierre, garde 2^e classe N° Mle 1021, du détachement de police Lomé.

6 mai 1935. — AZANTRE, garde 2^e classe N° Mle 928, du détachement de police Lomé.

SAMA, garde 2^e classe N° Mle 916, du peloton de Lomé.

26 mai 1935. — KOUTCHE, garde 2^e classe N° Mle 1007, du peloton de Klouto.

Révocation

Est révoqué à compter du 15 avril 1935, le brigadier de 2^e classe SETH ANOMAH, N° Mle 958, du détachement de police Lomé pour « faute grave en service ».

Mutations

a) — Est réintégré à la compagnie de milice pour compter du 1^{er} avril 1935, le garde de 2^e classe HOUNGONOU Henri, Mle 998, de la police et sûreté.

b) — Est admis dans la garde indigène, comme garde de 2^e classe Mle 1037, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 467 du 15 août 1933, l'ex-milicien de 2^e classe DASIO Firmin, de la P. C. Lomé.

Le garde de 2^e classe DASIO Firmin est affecté à la police et sûreté pour compter du 1^{er} avril 1935.

ALCOOLS

Par arrêté du :

6 février 1935. — Approuvé en conseil d'administration le 8 avril 1935. — Le contingent à l'importation des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche est fixé pour l'année 1935 à six mille cinq cents (6.500) litres.

La répartition de ce contingent est fixée pour l'année 1935 ainsi qu'il suit :

Etablissements Togo Stores	cinq cents (500) litres
— — G. B. Ollivant	cinq cents (500) —
— — J. Holt	six cents (600) —
Société Industrielle Coloniale	cinquante (50) —
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	huit cents (800) —
Deutsch Togogesellschaft	deux cents (200) —
The United Africa Company	huit cents (800) —
Compagnie Industrielle et Commerciale de la Côte d'Afrique	huit cents (800) —
Société Commerciale de l'Ouest Africain	huit cents (800) —
Société Générale du Golfe de Guinée	huit cents (800) —
Etablissement Eychenne	cinq cents (500) —
Ecole Professionnelle de la Mission Catholique	cent cinquante (150) —

Sont exclus du contingent les alcools dénaturés introduits par les divers services administratifs et notamment par le service de santé.

Par décision du :

18 avril 1935. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo des boissons ci-dessous dénommées :

« Red Hackle Scotch Whisky »

« David Lawson's Scotch Whisky »

des établissements HEPBURN et ROSS, à Glasgow (Ecosse).

ALLOCATION

Par décision du :

5 avril 1935. — Est accordée, pour compter du 1^{er} janvier 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934 une allocation de 0 fr. 75 par jour au motif :

Félix KOUAKOU, âgé de 8 ans, élève à l'école officielle d'Anécho.

Madame TOMETY Josephine, à Anécho, mère de Félix KOUAKOU, est désignée pour percevoir l'allocation à lui attribuée.

CAMPAGNE DE CACAO

Par arrêté du :

13 avril 1935. — La date de fermeture de la campagne d'achats du cacao pour la grande récolte 1934-1935 est fixée au 15 avril 1935.

CHEFS DE CANTON

Par arrêté du :

5 avril 1935. — BENSOA DOUTI, chef du canton de Goundoga (cercle de Sansanéné-Mango) est destitué de ses fonctions.

Le nommé KOLANI KANGOUANE est nommé chef du canton de Goundoga en remplacement de BENSOA DOUTI.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Par arrêté du :

12 avril 1935. — Le maître ouvrier de 1^{re} classe du cadre du chemin de fer du Togo Herbert ADOTEVI, est nommé membre de la commission d'enquête instituée par arrêté n° 82 du 13 février 1935 en remplacement du chef d'équipe de 1^{re} classe du chemin de fer AYIVI.

COMMISSION DES MARCHÉS

Par décision du :

18 avril 1935. — est abrogée la décision en date du 26 juin 1934 nommant M. LESTRADE, membre de la commission des marchés.

M. AUBER, administrateur des colonies, adjoint au commandant de cercle de Lomé, est nommé membre de la commission des marchés en remplacement de M. LESTRADE.

COTES IRRECOURABLES

Par arrêté du :

8 avril 1935. — Pris en conseil d'administration — sont admises en non-valeurs les côtes irrécouvrables des contributions directes exercice 1934 ci-après désignés.

Sokodé

Taxes sur les véhicules	585,—
Impôts personnels 1 ^{re} catégorie	222,—
Impôts personnels catégorie ordinaire	427,—
Rachats de prestations	216,—
Rachats de prestations	366,—
Taxes d'assistance médic. indig. 2 ^e catégorie.	180,—
Taxes d'assistance médic. indig. cat. ord.	305,—
Patentes (Sokodé)	67,50
Patentes (Bassari)	168,75
Armes perfectionnées.	20,00
Impôt foncier	0,75
Patente 12 ^e classe (Lama-Kara)	101,25
Impôt personnel cat. sup. (Lama-Kara)	70,—
Impôt personnel cat. sup. (Sokodé)	70,—
Impôt personnel cat. sup. (Sokodé)	770,—
Rachat de prestation (Lama-Kara)	6,—
Rachat de prestation (Sokodé) :	6,—
Rachat de prestation (Sokodé)	66,—
Assistance médic. indig. cat. sup. (Lama-Kara)	35,—
Assistance médic. indig. cat. sup. (Sokodé)	35,—
Assistance médic. indig. cat. sup. (Sokodé)	385,—

ENCAISSE DES BUREAUX DES P. T. T.

Par arrêté du :

8 avril 1935. — L'encaisse maximum en numéraire des bureaux des P. T. T. du territoire du Togo est fixée comme suit :

Lomé.	25.000 frs.	Sokodé.	2.000 frs.
Anécho	2.000 —	Sansané-Mango	1.000 —
Atakpamé	2.000 —	Bassari	1.000 —
Palimé	2.000 —	Lama-Kara	1.000 —

Le minimum est fixé à la moitié de la somme indiquée à l'article premier.

MARCHÉS

Par arrêtés des :

8 avril 1935. — Pris en conseil d'administration — Est complétée ainsi qu'il suit en ce qui concerne le cercle de Klouto la liste des marchés sur lesquels s'effectuent dans le Territoire les achats de produits naturels destinés à l'exportation :

Atigba (le mercredi).

L'article premier de l'arrêté du 27 septembre 1929 est modifié ainsi qu'il suit :

Cercle d'Atakpamé :

Foukoté (le vendredi).

L'article premier de l'arrêté du 27 septembre 1929 est complété comme suit :

Cercle de Mango :

Pessidé : (lundi).

Kandé : (mardi).

MONNAIES ANGLAISES

Par arrêté du :

8 mars 1935. — Approuvé en conseil d'administration le 8 avril 1935. — Les monnaies anglaises seront reçues dans les caisses publiques autorisées à les admettre en paiement au taux de 66 francs la livre sterling.

Par décision du :

8 avril 1935: — Le préposé-payeur à Lomé est autorisé à céder à la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé la somme de mille trois cents livres sterling (1.300 £.) au cours de soixante dix francs (70 francs).

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Par décision du :

15 avril 1935. — Les copies des pièces justificatives mises à l'appui de la comptabilité des services des travaux publics, du chemin de fer et du wharf sont certifiées conformes par M. JONCA sous-chef de bureau après quatre ans des chemins de fer de l'A. O. F.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

18 avril 1935. — Sont supprimés de la liste n° 2 et repris à la liste n° 1 les produits pharmaceutiques énumérés ci-dessous :

Cachets du Dr. FAIVRE

Grains de vals

Isol powder Newton Chambres Scheffields

Kalmine

Kruschen salts

Pastilles valda

Peau nette du Dr. DUCHARNO Levésinet

Pommades antivénériennes

Pommade cadum

Poudre sherbet

PROROGATION DE CRÉDITS

Par arrêté du :

4 janvier 1935. — L'arrêté n° 6 du 4 janvier 1935 est ainsi complété :

*Budget local***Chapitre XI — Article 2 — Paragraphe 2**

Lomé — Chargement et déchargement de gravillon ainsi que rechargement de deux kilomètres de voie de circulation à Lomé (marché de gré à gré du 20 novembre 1934.)

REMBOURSEMENTS

Par arrêtés des :

8 avril 1935. — Pris en conseil d'administration — Est autorisé au profit de la compagnie française de l'Afrique occidentale le remboursement d'une somme globale de cinquante neuf francs quatre vingt dix centimes (59 f., 90), représentant :

Vingt huit francs soixante centimes (28 f., 60) trop perçus au titre de la taxe à l'importation,

Six francs (6 frs.) trop perçus au titre de la taxe de statistique.

Vingt francs dix (20 f., 10), trop perçus au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires,

Cinq francs vingt centimes (5 fr., 20), trop perçus au titre de la taxe établie au profit de la chambre de commerce sur le tonnage importé et exporté.

Est autorisé au profit de l'« United Africa Company » le remboursement d'une somme de trois cent soixante

cinq francs (365 fr.), trop perçue au titre de la taxe de statistique.

Est autorisé au profit de la Société des Transports de l'Afrique Occidentale le remboursement de la somme de deux cent quatre vingt quinze francs cinquante cinq centimes (295 fr., 55), trop perçue au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Est autorisé au profit de la maison « J. Holt & Co. Ltd » le remboursement d'une somme de cent quarante neuf francs soixante dix centimes (149 fr., 70), trop perçue au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Est autorisé le remboursement au profit de l'« United Africa Company » d'une somme de trois cent quinze francs (315 fr.), trop perçue au titre de la taxe de wharfage.

Est autorisé au profit de la maison « J. Holt & Co. Ltd » le remboursement d'une somme de cinquante cinq francs cinquante quatre centimes (55 fr., 54), trop perçue au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Est autorisé le remboursement au profit de la maison « G. B. Ollivant & Co. Ltd » d'une somme de deux cent six francs (206 fr.), trop perçue au titre de la taxe instituée au profit de la chambre de commerce du Togo sur le tonnage importé et exporté.

ROLES PRIMITIFS

Par arrêté du :

5 avril 1934. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N ^{os}	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	MONTANT
442	Atakpamé	Armes non perfectionnées	4.480.00
443	Sokodé (Bassari)	Armes non perfectionnées	8.160.00
444	Sokodé	Armes non perfectionnées	8.520.00

La date de mise en recouvrement est fixée au 12 avril 1935.

ROLES PRIMITIFS SUPPLÉMENTAIRES

Par arrêté du :

5 avril 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1935 dont détail ci-après :

N ^{os}	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	MONTANT
153	Sokodé	Impôt personnel et taxe additionnelle	1.560.00
154	Atakpamé	—	486.25
155	Lomé (Tsévié)	—	458.00
156	Lomé (Tsévié)	Rachat de prestations (Européen)	60.00
157	Atakpamé	—	60.00
158	Lomé (Tsévié)	Taxe d'hygiène	70.00
159	Atakpamé	Taxe d'hygiène	70.00

La date de mise en recouvrement est fixée au 12 avril 1935.

SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE

Par arrêté du :

13 avril 1935. — Sont allouées, pour l'exercice 1935 :

1^{re} — une indemnité annuelle de mille deux cents francs (1.200 frs) au secrétaire-trésorier de la société indigène de prévoyance du cercle d'Anécho.

2^e — une indemnité annuelle de six cents francs (600 frs) au secrétaire-comptable de la dite société.

Par décision du :

5 avril 1935. — Le chef supérieur des Cotocolis, TIAGODÉMOU, est nommé vice-président du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du cercle de Sokodé.

TROUPEAU ADMINISTRATIF

Par arrêté du :

8 avril 1935. — Pris en conseil d'administration. — Est prononcé le retrait du prêt d'animaux provenant du troupeau administratif consenti au nommé BELO ESSO par le contrat intervenu à la date du 14 novembre 1934.

DOMAINES

Par arrêtés des :

8 avril 1935. — Pris en conseil d'administration — Est approuvé le cahier des charges annexé au présent arrêté fixant les conditions dans lesquelles auront lieu l'acquisition des lots n^{os} 1 à 8 inclus, des anciennes parcelles 298/99 et 297/100 dont le lotissement a été approuvé par l'arrêté du 30 août 1934.

Est approuvé le cahier des charges annexé au présent arrêté fixant les conditions dans lesquelles auront lieu la location et acquisition des lots du quartier d'Ahanoukopé, dont le lotissement a été approuvé par les arrêtés des 24 février 1928 et 30 août 1934.

Sont abrogées toutes les dispositions contraires contenues dans l'arrêté du 24 février 1928 et le cahier des charges y annexé.

Le lot 93 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé est attribué définitivement en toute propriété au sieur DE SOUZA Dominique, commis d'administration en

service au cercle de Lomé, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai de une année à compter de la date du présent arrêté.

AVIS AUX NAVIGATEURS**Rivière Saloum**

N^o 21 — Les navigateurs fréquentant la rivière Saloum sont informés qu'une nouvelle passe située 7 à 860^m au nord de l'ancienne et présentant des fonds plus importants vient de s'ouvrir à l'embouchure.

En conséquence, les bouées 1, 2, 3, 4 et les 2 tonnes noire et rouge marquant le seuil ont été déplacées vers le nord. La profondeur minimum trouvée sur cette nouvelle passe est de 12 pieds.

Un prochain avis fera connaître la position exacte des bouées.

La bouée d'atterrissage ainsi que les bouées 5, 6, 7, 9 restent à leurs anciennes positions.

*L'ingénieur général,
Inspecteur général des travaux publics
LAUNAY.*

Balisage du Bandiala¹

N^o 82 — L'épi des oiseaux semble s'avancer davantage vers l'ouest que ne l'indique la carte (3.385).

En conséquence un navire allant ou venant du Saloum ou de la Gambie devra donner du tour vers l'ouest de manière à ne passer à moins de 3' à l'ouest de l'épi des oiseaux; se méfier également des courants de marée, qui sont très forts en cet endroit.

B M O'75 W S W — mi marée : 2' E N E — P M : 1'5 E N E

Remarques importantes

Un navire voulant rentrer dans le Bandiala ne devra s'engager sur la barre que s'il est certain d'avoir trouvé en sondant au moins 6 m.00 à la bouée de reconnaissance. Un navire voulant sortir du Bandiala ne devra pas s'engager sur la passe avant que le banc du sud ne soit complètement couvert.

BULLETIN ECONOMIQUE

DE
L'ANNÉE 1934

Montant des droits et taxes de douane liquidés pendant l'année 1934

TITRES DE PERCEPTION	ANNÉE 1933	ANNÉE 1934
Droits d'importation	7.999.093,33	7.156.863,55
Droits d'exportation	600.173,00	154.086,63
Taxe de consommation	481.747,85	493.786,21
Produits de vente	3.133,80	1.229,50
Amendes et confiscations	28.962,89	16.701,97
Droits de magasinage	22.791,10	22.533,40
Taxe de plombage	8,00	8,00
Remboursement d'imprimés	79,00	90,00
Taxe de statistique	403.588,00	399.191,00
Taxe sur le chiffre d'affaire à l'importation	1.206.719,75	1.049.462,15
Taxe sur le chiffre d'affaire à l'exportation	426.128,80	301.745,37
Taxe compensatrice	466.401,66	157.699,43
TOTAUX	11.638.827,18	9.753.397,21

STATISTIQUES COMMERCIALES ANNUELLES

TABLEAU indiquant le mouvement commercial du Territoire pendant l'année 1934 et donnant la comparaison avec les résultats de la période correspondante de l'année précédente.

VALEUR exprimée en milliers de francs

PAYS DE PROVENANCE OU DE DESTINATION	MOUVEMENT COMMERCIAL pendant l'année		DIFFÉRENCE pour l'année courante	
	1934	1933	EN PLUS	EN MOINS
1° — IMPORTATIONS				
De France	4.858	8.915	—	4.057
Des Colonies Françaises	191	149	42	—
De l'Etranger	27.151	32.541	—	5.390
TOTAUX	32.200	41.605	42	9.447
2° — EXPORTATIONS ET RÉEXPORTATIONS				
A destination :				
De France	13.387	19.081	—	5.694
Des Colonies Françaises	1.186	305	881	—
De l'Etranger	15.246,5	8.868	6.378,5	—
TOTAUX	29.819,5	28.254	7.259,5	5.694
3° — COMMERCE TOTAL				
(IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET RÉEXPORTATIONS)				
Avec la France	18.245	27.996	—	9.751
Avec les Colonies Françaises	1.377	454	923	—
Avec l'Etranger	42.397,5	41.409	988,5	—
TOTAUX	62.019,5	69.859	1.911,5	9.751

STATISTIQUES COMMERCIALES ANNUELLES

TABLEAU indiquant le mouvement commercial du Territoire pendant l'année 1934 et donnant la comparaison avec les résultats de la période correspondante de l'année précédente.
TONNAGE exprimé en quintal métrique

PAYS DE PROVENANCE OU DE DESTINATION	MOUVEMENT COMMERCIAL pendant l'année		DIFFÉRENCES pour l'année courante	
	1934	1933	EN PLUS	EN MOINS
1° — IMPORTATIONS				
De France	24.402	19.824	4.578	—
Des Colonies Françaises . .	1.418	1.606	212	—
De l'Etranger	118.680	171.977	—	53.297
TOTAUX	144.500	193.007	4.790	53.297
2° — EXPORTATIONS ET RÉEXPORTATIONS				
A destination :				
De France	184.046	125.135	58.911	—
Des Colonies Françaises . .	2.353	967	1.386	—
De l'Etranger	176.184,5	107.883	68.301,5	—
TOTAUX	362.583,5	233.985	128.598,5	—
3° — COMMERCE TOTAL				
(IMPORTATIONS, EXPORTATIONS et RÉEXPORTATIONS)				
Avec la France	208.448	144.959	63.489	—
Avec les Colonies Françaises .	3.771	2.173	1.598	—
Avec l'Etranger	294.864,5	279.860	68.301,5	53.297
TOTAUX	507.083,5	426.992	133.388,5	53.297

STATISTIQUES COMMERCIALES ANNUELLES

Etat des principaux fournisseurs et clients des années 1932, 1933 et 1934

(COMMERCE SPÉCIAL)

PRINCIPAUX FOURNISSEURS	IMPORTATIONS DE LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (valeurs exprimées en francs)		
	1932	1933	1934
France	12.094	8.915	4.858
Allemagne	14.892	6.371	1.909
Angleterre	16.676	10 700	12.527
Belgique	1.788	891	529
Etats-Unis	6.398	3.155	2.941,5
Hollande	1.576	1.617	961
Japon			1.229
Autres pays	12.063	9.956	7.245,5
TOTAUX	65.487	41.605	32.200

PRINCIPAUX CLIENTS	EXPORTATIONS DE LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (valeurs exprimées en francs)		
	1932	1933	1934
France	15.419	18.932	13.280
Colonies françaises		20	96
Allemagne		2.953	6.510
Angleterre	5.958	2.176	2.249
Belgique	2.863	8	543
Etats-Unis			1.450
Hollande	1.032	798	1.632
Espagne			273
Autres pays	3.176	2.468	2.028,5
TOTAUX	28.448	27.355	28.061,5

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION
PENDANT LES ANNÉES 1933 ET 1934.

ENTRÉES

PORTS			NAVIRES ENTRÉS				MARCHANDISES DÉBARQUÉES			
			NOMBRES		JAUGE TONNEAUX		QUANTITÉS		VALEURS	
							Q.	M.	(MILLIERS DE FRANCS)	
			1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934
LOMÉ . .	{ long cours	Vapeurs. . .	320	303	1.025.707	1.016.671	187.264	166.706	29.898	27.314
		Voiliers . . .								
	{ autres . . .	Vapeurs. . .								
		Voiliers . . .								
ANÉCHO	{ long cours	Vapeurs . . .	11	12	27.622	36.037	—	—	—	—
		Voiliers . . .								
	{ autres . . .	Vapeurs . . .								
		Voiliers . . .								
TOTAL			331	315	1.053.329	1.052.708	187.264	166.706	29.898	27.314

SORTIES

PORTS			NAVIRES SORTIS				MARCHANDISES EMBARQUÉES			
			NOMBRES		JAUGE TONNEAUX		QUANTITÉS Q. M.		VALEURS (MILLIERS DE FRANCS)	
			1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934
LOMÉ . .	{ long cours	Vapeurs. . .	322	303	1.030.016	1.016.671	202.200	326.283	28.732	29.109
		Voiliers . . .								
	{ autres . . .	Vapeurs. . .								
		Voiliers . . .								
ANECHO	{ long cours	Vapeurs. . .	11	12	27.622	36.037	19.092	23.885	1.054	1.188
		Voiliers . . .								
	{ autres . . .	Vapeurs. . .								
		Voiliers . . .								
TOTAL			333	315	1.057.638	1.052.708	221.292	350.168	29.786	30.297

ÉTAT DES IMPORTATIONS

pendant l'année 1934

COMMERCE SPÉCIAL

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
1. Bêtes de somme	Angleterre . . .	Têtes Q. M.		1 0,5			1	
	TOTAUX . . .	Têtes Q. M.		1 0,5			1	
4. Viandes salées ou autrement pré- parées	France	Q. M.	8	9	11	19	19	19
	Allemagne . .	—	2	2	2	6	5	3
	Angleterre . .	—	35	33	28	49	52	41
	U. S. A. . . .	—	5	1	6	8	1	4
	Hollande . . .	—		2	1		3	1
	Autres pays . .	—	2	2	16	1	4	14
	TOTAUX	—	52	49	64	83	84	82
5. Conserves de viandes en boîtes	France	Q. M.	16	29	14	31	43	25
	Allemagne . .	—	1			1		
	Angleterre . .	—	32	34	29	17	18	8
	Belgique . . .	—			2			1
	U. S. A. . . .	—	31	126	142	16	52	37
	Hollande . . .	—	11	25	20	6	8	4
	Autres pays . .	—	2	1	1	1	2	1
	TOTAUX	—	93	215	208	72	123	76
7. Lait en conserve	France	Q. M.	95	98	70	57	61	45
	Allemagne . .	—	24	4		15	2	
	Angleterre . .	—	26	31	11	17	18	6,5
	Belgique . . .	—	2		1	1		0,5
	U. S. A. . . .	—	2			5		
	Hollande . . .	—	30	46	38	18	28	23
	Autres pays . .	—	58	57	41	33	33	22
	TOTAUX	—	237	236	161	146	142	97
8. Poissons secs, salés ou fumés .	France	Q. M.	2	17	4	1	5	1
	Allemagne . .	—	2			0,5		
	Autres pays . .	—	1.718	1.315	1.394	687	329	316
	TOTAUX	—	1.722	1.332	1.398	688,5	334	317

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
9 Farine de froment.	France . . .	Q. M.	14	22	3	2	2	0,5
	Angleterre . .	—	22	46	2	3	5	1
	Belgique . . .	—	19			3		
	U. S. A. . . .	—	2.804	2.570	2.977	391	249	215,5
	Autres pays . .	—	5	27		1	2	
	TOTAUX . . .	—	2.864	2.665	2.982	400	258	217
10. Riz	France . . .	Q. M.	224	80	52	21	7	3,5
	Allemagne . .	—	40			4		
	Angleterre . .	—	83	35	2	8	4	0,5
	Belgique . . .	—	100			10		
	U. S. A. . . .	—		20			2	
	Hollande . . .	—	32	203		3	19	
	Autres pays . .	—	1.766	3.029	3.475	159	260	201
	TOTAUX . . .	—	2.245	3.367	3.529	205	292	205
11. Biscuits de mer	France . . .	Q. M.	99	90	84	27	24	21
	Allemagne . .	—	3	2		1	1	
	Angleterre . .	—	36	64	48	10	20	13
	U. S. A. . . .	—			2			1
	Autres pays . .	—			44			10,5
	TOTAUX . . .	—	138	156	178	38	45	45,5
12. Noix de colas	Autres pays . .	Q. M.	326	1.011	390	246	506	195
	TOTAUX . . .	—	326	1.011	390	246	506	195
13. Légumes secs	France . . .	Q. M.	24	27	15	7	8	5
	Angleterre . .	—			2			1
	Belgique . . .	—			5			2
	Hollande . . .	—			3			1
	Autres pays . .	—		2			1	
	TOTAUX . . .	—	24	29	25	7	9	9
14. Pommes de terre	France . . .	Q. M.	31	55	65	2	5	8
	Angleterre . .	—		15	15		2	2
	Belgique . . .	—	46	14	8	5	0,5	0,5
	U. S. A. . . .	—				2	6	
	Hollande . . .	—	37	88	189			13
	Autres pays . .	—	20	8	52	3	1	4,5
	TOTAUX . . .	—	134	180	329	12	14,5	28
15. Sucres	France . . .	Q. M.	3.210	2.797	3.250	392	362	351
	Allemagne . .	—	131	140	25	18	14	2
	Angleterre . .	—	14	396	115	3	54	13
	Autres pays . .	—	588	368	678	82	40	61,5
	TOTAUX . . .	—	3.943	3.701	4.068	495	470	427,5

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
16. Café	France . . .	Q. M.			0,5			1
	Angleterre . .	—	1			3		
	Autres pays . .	—	0,5	16	1	0,5	21	1
	TOTAUX . . .	—	1,5	16	1,5	3,5	21	2
17. Chocolat	France . . .	Q. M.	11	11	8	14	12	8
	Allemagne . .	—		0,5			1	
	Angleterre . .	—	6	4	4	9	8	4
	Hollande . . .	—	1			1		
	Autres pays . .	—	0,5	1		2	3	
	TOTAUX . . .	—	18,5	16,5	12	26	24	12
18. Poivre	Angleterre . .	Q. M.	1	1	1	2	2	2
	U. S. A. . . .	—	0,5			2		
	TOTAUX . . .	—	1,5	1	1	4	2	2
19. Thé	Allemagne . .	Q. M.	0,5	0,5		0,5	1	
	Angleterre . .	—	4	3	2	11	8	4
	Autres pays . .	—	1	2	5	2	5	11
	TOTAUX . . .	—	5,5	5,5	7	13,5	14	15
20. Tabacs en feuil- les ou en côtes	Angleterre . .	Q. M.	30	5		33	0,5	
	U. S. A. . . .	—	1.782	1.557	1.539	1.641	1.149	829
	Autres pays . .	—	3			3		
	TOTAUX . . .	—	1.815	1.562	1.539	1.677	1.149,5	829
21. Tabacs fabriqués	France . . .	Q. M.	7	3	7	17	6	13
	Allemagne . .	—	0,5		1	4		2
	Angleterre . .	—	52	48	119,5	313	244	237
	Belgique . . .	—	2	1	0,5	4	1	2
	U. S. A. . . .	—	0,5	3	1	3	6	5
	Hollande . . .	—	1	0,5	1	8	2	3
	Autres pays . .	—	26	21	15,5	37	36	28
	TOTAUX . . .	—	89	76,5	145,5	386	295	290
	France . . .	Q. M.	2	2	2	4	3	3
	Angleterre . .	—		0,5			1	
22. Huile fixe pure d'olive	TOTAUX . . .	—	2	2,5	2	4	4	3
	France . . .	Q. M.	43	39	23	33	27	15
	Angleterre . .	—			1			0,5
	Autres pays . .	—			2			2
	TOTAUX . . .	—	43	39	26	33	27	17,5

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
23. Huile fixe pure d'arachide . . .	France . . .	Q. M.	97	82	86	52	37	37
	Allemagne . .	—			2			1
	Angleterre . .	—	1	2	4	1	1	2
	TOTAUX . . .	—	98	84	92	53	38	40
24 Huiles fixes pures et autres	France . . .	Q. M.	125	73	73	65	33	20,5
	Allemagne . .	—		1	2		2	1
	Angleterre . .	—	68	48	63	30	24	24
	Belgique . . .	—	11	2	1	6	1	0,5
	U. S. A. . . .	—	2			1		
	Hollande . . .	—	4	16	26	2	4	6,5
	Autres pays . .	—		9	10		4	4
	TOTAUX . . .	—	210	149	175	104	68	56,5
25 Bois communs	France . . .	Q. M.		2.604	80		157	10
	Allemagne . .	—	343	286	83	29	28	8
	Angleterre . .	—	31	132		4	20	
	Belgique . . .	—	55			7		
	U. S. A. . . .	—		643			79	
	Autres pays . .	—	3.062	2.649	1.267	298	248	102,5
	TOTAUX . . .	—	3.491	6.314	1.430	338	532	120,5
26 Bois exotiques	Angleterre . .	Q. M.		98			5	
	Autres pays . .	—	1.536	3	13	116	1	1,5
	TOTAUX . . .	—	1.536	101	13	116	6	1,5
27 Légumes frais	France . . .	Q. M.	17	26	35	7	9	11
	Angleterre . .	—		7	20		1	4
	Belgique . . .	—	1			0,5		
	Hollande . . .	—	5		23	0,5		3
	Autres pays . .	—			4			55
	TOTAUX . . .	—	23	33	82	8	10	19,5
28 Légumes salés, confits ou conser- vés autres	France . . .	Q. M.	76	52	24	46	38	19
	Allemagne . .	—	2	1		1	1	
	Angleterre . .	—	21	30	6	12	15	3
	Belgique . . .	—	31	27	25	19	14	9
	U. S. A. . . .	—	6	13	14	4	7	5
	Hollande . . .	—		2	3		1	1
	Autres pays . .	—	51	25	6	22	7	2
	TOTAUX . . .	—	187	150	78	104	83	39

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
29 Vins ordinaires	France . . .	Hectolitres	1.050	1.143	661	359	399	209
	Allemagne . .	—	28	3	7	7	4	6
	Hollande . . .	—	14	1		4	0,5	
	Autres pays . .	—	2.641	2.907	1.255	685	754	349
	TOTAUX . . .	—	3.733	4.054 Q M 2.825	1.923 2.075	1.055	1.157,5	564
30 Vins mousseux	France . . .	Hectolitres	42	35	27	125	90	80
	Angleterre . .	—			0,5			1
	Belgique . . .	—			1			1
	TOTAUX . . .	—	42	35 Q M 44	28,5 Q M 67	125	90	82
31 Vins de liqueur	France . . .	Hectolitres	135	100	71	134	107	71
	Allemagne . .	—	40	15	4	22	7	2
	Angleterre . .	—	7	5	1	12	10	3
	Hollande . . .	—	25	54	13	25	38	8
	Autres pays . .	—	85	34	22,5	46	30	23
	TOTAUX . . .	—	292	208 Q M 177	111,5 Q M 164	239	192	107
32 Bières	France . . .	Hectolitres	20	97	18	7	27	7
	Allemagne . .	—	856	481	286	282	165	112
	Angleterre . .	—	196	159	577	58	63	21
	Belgique . . .	—	20			7		140
	Hollande . . .	—	539	259	398	166	101	
	Autres pays . .	—	25	139	348	8	52	122,5
	TOTAUX . . .	—	1.656	1.135 Q M 1.101	1.627 Q M 1.520	528	408	402,5
33 Limonades	France . . .	Hectolitres	3	4	1	1	2	1
	Allemagne . .	—	122	162	164	33	42	41
	Angleterre . .	—	12	5	13	4	3	6
	Autres pays . .	—			2			1
	TOTAUX . . .	—	137	171 Q M 300	180 Q M 331	38	47	49
34. Boissons distillées	France . . .	Hectolitres de liquide	31	32	14	108	89	42
	Autres pays . .	—						
	TOTAUX . . .	—	31	32 Q M 48	14 Q M 73	108	89	42
	France . . .	Hectolitres d'Alcool pur	41	26	19	103	67	48
	Autres pays . .	—	6	4	5	5	4	11
Rhums et Tafia	TOTAUX . . .	—	47	30 Q M 50	24 Q M 76	108	71	59

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)			
			1932	1933	1934	1932	1933	1934	
34. Bois- sons dis- tillées	Geniè- vre et alcools Autres	Hectolitres d'Alcool pur	1			2			
		—	1	1	1	2			
		—	67	69	69	274	269	252	
		—	85	67	33	142	89	50	
		—			2			7	
	TOTAUX . . .	—	154	137 Q M 274	104 Q M 298	419	360	309	
	Liqueurs	Hectolitres d'Alcool pur	24	25	14	70	72	43	
		—	1		0,5	2		0,5	
		—	0,5			1			
		—	1			3			
TOTAUX . . .		—	26,5	25 Q M 80	14,5 Q M 59	76	72	43,5	
35. Eaux minérales naturelles et arti- ficielles et vinaig- res	France . . .	Q. M.	356	269	222	102	70	67	
	Allemagne . . .	—		5	33		1	6	
	Angleterre . . .	—	11	11	2	4	3	1	
	Autres pays . . .	—	85	165	70	20	30	14	
	TOTAUX . . .	—	452	450 Q M 449	327 Q M 582	126	104	88	
37. Ciment	France . . .	Q. M.	1.814	810		56	19		
	Allemagne . . .	—	4.750			145			
	Angleterre . . .	—	11.545	12.952	11.220	329	305	229	
	Belgique . . .	—	9.182	5.830	2.153	276	136	45	
	Autres pays . . .	—	3.314	15.347	14.924	94	356	278	
TOTAUX . . .	—	30.605	34.939	28.297	900	816	552		
38. Autres maté- riels de cons- truction	France . . .	Q. M.	1.061	711	512	89	53	33,5	
	Allemagne . . .	—		10			1		
	Angleterre . . .	—	487	529	245	34	23	12	
	Belgique . . .	—	50	1	50	3	0,5	1	
	TOTAUX . . .	—	1.518	1.251	807	126	77,5	46,5	
39. Hui- les mi- nérales	Brutes	France . . .	Q. M.	60	30	51	7	3	4
		—	11			1	37		
		—	690	607	471	49		30	
		—	47	8		4	1		
		—		2	12		0,5	1	
TOTAUX . . .	—	808	647	534	61	41,5	35		
Raffinées	U. S. A. . .	Q. M.	9.887	5.650	7.127	1.286	560	667	
	—	—		2.548	1.111		258	88	
	TOTAUX . . .	—	9.887	8.198	8.238	1.286	818	755	

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
39 Huiles minérales Essences	France . . .	Q. M.		10			6	
	U. S. A. . .	—	6.834	5.321	5.571	1.092	628	598
	Autres pays .	—	1	1.483	747	0,5	174	77
	TOTAUX . . .	—	6.835	6 814	6.318	1.092,5	808	675
40 Mazout	France . . .	Q. M.	2.458			152		
	U. S. A. . .	—	793	175	214	52	9	19
	Hollande . .	—	245			14		
	Autres pays .	—	1.321	2.990	1.344	80	173	127
	TOTAUX . . .	—	4.817	3.165	1.558	298	182	146
41 Huiles de grai- sage et autres huiles lourdes.	France . . .	Q. M.	255	130	33	25	16	7
	Allemagne . .	—	24	54	54	6	13	11
	Angleterre . .	—	54	10	26	12	2	2
	Belgique . . .	—	401	263	71	73	51	15
	U. S. A. . . .	—	1.298	576	753	344	88	98
	Autres pays .	—		15	24		3	9
	TOTAUX . . .	—	2 032	1.048	961	460	173	142
42 Houilles	France . . .	Q. M.	50.772	100	13.289	815	3	141
	Allemagne . .	—	300			8		
	Angleterre . .	—	311	24 510	61	6	416	1
	Belgique . . .	—	789	289	292	28	10	7
	TOTAUX . . .	—	52.172	24.899	13.642	857	429	149
43 Rails	France . . .	Q. M.	1 028			68		
	Allemagne . .	—	72.062	13.600		7.189	1.383	
	TOTAUX . . .	—	73.090	13.600		7.257	1.383	
44. Fer, acier en barres, tôles, fils, etc. et autres mé- taux	France . . .	Q. M.	6.347	565	523,5	966	101	61
	Allemagne . .	—	23.446	12.980	131	2.551	1.432	11,5
	Angleterre . .	—	4.493	4.361	2.716	4.721	1.001	364
	Belgique . . .	—	1.166	1.075	1.422	94	76	139,5
	U. S. A. . . .	—	672			393		5,5
	Hollande . . .	—			74			0,5
	Japon	—			2			
	Autres pays .	—	18	36	89	1.086	3.073	5.654
	TOTAUX . . .	—	36.142	19.017	4.957,5	9.811	5.683	6.236
45. Chlorure de sodium (sel)	France . . .	Q. M.	216	729	14	5	30	0,5
	Allemagne . .	—	11	477	4	1	11	0,5
	Angleterre . .	—	10	7	14	2	2	3
	Hollande . . .	—			4			0,5
	Autres pays .	—	31.196	17.978	30.848	467	242	428
	TOTAUX . . .	—	31.433	19.191	30.884	475	285	432,5

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
47. Quinine.	France . . .	Kilogs.	4	11	4,5	13	263	95
	Allemagne . .	—	0,5	0,5	0,5	1	1	0,5
	Angleterre . .	—	0,5		0,5	1		2
	TOTAUX . . .	—	5	11,5	5,5	15	264	97,5
48. Carbure de calcium	France . . .	Q. M.	109	73	58	21	11	8
	Allemagne . .	—	2			0,5		
	Angleterre . .	—	18	15	21	4	3	3
	Autres pays . .	—			22			3,5
	TOTAUX . . .	—	129	88	101	25,5	14	14,5
52. Sel de potasse.	France . . .	Q. M.		1	1,5		0,5	1,5
	Autres pays . .	—	48	38	119	5	4	14
	TOTAUX . . .	—	48	39	120,5	5	4,5	15,5
53. Sels de soude et produits chimiques n/d	France . . .	Q. M.	178	254	135	107	363	198
	Allemagne . .	—	14	4	4	7	3	2,5
	Angleterre . .	—	40	54	77	34	31	47
	Belgique . . .	—	5	17	6	4	5	2
	U. S. A. . . .	—			1			0,5
	Hollande . . .	—		2	2		4	5,5
	Autres pays . .	—	69	53	91	10	6	4,5
	TOTAUX . . .	—	306	384	316	162	412	260
55. Couleurs .	France . . .	Q. M.	9	3	9	7	2	6
	Angleterre . .	—	4	3	2	5	1	2
	Belgique . . .	—	1			0,5		
	Japon	—			2			1
	TOTAUX . . .	—	14	6	13	12,5	3	9
Autres .	France . . .	Q. M.	265	153	113,5	120	86	35
	Angleterre . .	—	402	191	311	431	210	290
	Allemagne . .	—	29	63	62	12	35	27,5
	Belgique . . .	—	9	20	84	6	17	66
	Hollande . . .	—	1	3	5,5	4	3	3
	Japon	—			2			1
	Autres pays . .	—	0,5			1		
	TOTAUX . . .	—	706,5	430	578	574	351	422,5
56. Parfumeries de toutes sortes	France . . .	Q. M.	106	73	40	148	102	64
	Allemagne . .	—	167	71	89	145	68	80
	Angleterre . .	—	236	261	309	181	196	145
	Belgique . . .	—	1			1		
	U. S. A. . . .	—	4	1	1,5	14	1	1,5
	Hollande . . .	—		1	2		1	1
	Japon	—			2,5			2,5
	Autres pays . .	—	3	1	1	3	0,5	4
	TOTAUX . . .	—	517	408	445	492	368,5	298

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
57 Savons, autres que de parfumerie	France . . .	Q. M.	562	446	636	165	104	134
	Allemagne . .	—	28	7	7	9	1	1
	Angleterre . .	—	307	204	390	99	52	83
	Belgique . . .	—	4	1	1	1	0,5	0,5
	Autres pays . .	—	1			0,5		
	TOTAUX . . .	—	902	650	1.034	274,5	156	218,5
58 Médicaments composés	Eaux distillées alcooliques							
	France . . .	Q. M.	16	9	11	34	21	22
	Allemagne . .	—	0,5	3	4	1	2	1
	Angleterre . .	—	18	2	2	11	3	3
	U. S. A. . . .	—	3	1	1	8	3	2
	Autres pays . .	—			1			2
	TOTAUX . . .	—	37,5	15	19	54	29	30
Autres	France . . .	Q. M.	6	35	23	90	802	76
	Allemagne . .	—	4	1	1	7	1	4
	Angleterre . .	—	142	82	100	103	69	65
	Belgique . . .	—	5	0,5	0,5	4	1	1
	U. S. A. . . .	—	3			6		
	TOTAUX . . .	—	160	118,5	124,5	210	873	146
59 Poteries	France . . .	Q. M.	109	3	74	14	3	11
	Allemagne . .	—	56	6	2	6	3	2
	Angleterre . .	—	2		2	2		4
	Belgique . . .	—			9			1
	U. S. A. . . .	—		5			0,5	
	TOTAUX . . .	—	167	14	87	22	6,5	18
60 Faïences de toutes sortes	France . . .	Q. M.	5	11	3	5	4	1
	Allemagne . .	—	19	66	48	8	28	11
	Angleterre . .	—	57	31	18	24	15	11
	Belgique . . .	—	4	18	3	2	5	1
	Hollande . . .	—	9	21		9	20	
	Japon	—			3			1
	Autres pays . .	—	27	72	10	12	36	3,5
	TOTAUX . . .	—	121	219	85	60	108	28,5
61 Porcelaines de toutes sortes	France . . .	Q. M.	51	28	88	14	9	39
	Allemagne . .	—	13	93	7	8	44	5
	Angleterre . .	—	1	5	3	2	3	2
	Japon	—			11			3
	Autres pays . .	—	3	1	2	1	1	1
	TOTAUX . . .	—	68	127	111	25	57	50

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
62 Verres et cristaux	France . . .	Q. M.	63	191	36	76	103	72
	Allemagne . .	—	46	33	28	32	26	22,5
	Angleterre . .	—	22	30	29	23	31	32
	Belgique . . .	—	41	80	47	15	28	15
	U. S. A. . . .	—	2		2	0,5		1
	Hollande . . .	—	4	3	11	12	21	6
	Japon	—			27			11
	Autres pays . .	—	4	17	21	14	23	40,5
	TOTAUX	—	182	354	201	172,5	232	200
63 Fils polis	France	Q. M.	5	5	16	4	3	14
	Allemagne . .	—	1		5	1		7
	Angleterre . .	—	56	35	41	30	32	15
	Belgique . . .	—	3	8	16	3	7	8
	Autres pays . .	—	3			2		
	TOTAUX	—	68	48	78	40	42	44
64 Fils de coton et autres fils	France	Q. M.	2	2	1,5	4	9	3
	Allemagne . .	—	3	5	1,5	6	12	5
	Angleterre . .	—	325	230	242	547	358	343
	Belgique . . .	—	14	9	22	33	15	46
	Japon	—			4			7
	Autres pays . .	—	2	1		3	1	
	TOTAUX	—	346	247	271	593	395	404
65 Ficelles et cordages	France	Q. M.	79	5	4	59	5	1
	Allemagne . .	—	5	2	1	3	2	1
	Angleterre . .	—	40	175	81	17	57	21
	Belgique . . .	—		2	2		6	0,5
	TOTAUX	—	124	184	88	79	70	23,5
66 Tissus de jute, y compris les sacs	France	Q. M.	16	16	27	34	18	28
	Allemagne . .	—	3	7	2	5	4	2
	Angleterre . .	—	727	1.626	897	237	378	228
	Belgique . . .	—	159	128	112,5	44	68	40
	Autres pays . .	—	2.873	1.753	4.892	776	426	1.030
	TOTAUX	—	3.778	3.530	5.900,5	1.096	894	1.328
67 Tis- sus de coton	France	Q. M.	11	15	17,5	31	48	51
	Allemagne . .	—	104	47	17,5	215	106	33
	Angleterre . .	—	3.284	2.409	2.007,5	7.068	4.566	3.980
	Belgique . . .	—	11	19	2,5	24	46	5
	U. S. A. . . .	—		16	29		19	22
	Hollande . . .	—	207	260	174	989	1.136	598
	Japon	—			693			615
	Autres pays . .	—	269	452	598	724	726	709
	TOTAUX	—	3.886	3.218	3.539	9.051	6.647	6.013

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)			
			1932	1933	1934	1932	1933	1934	
67. Tissus de coton	Couver- tures	France . . .	Q. M.	25	4	2	15	12	4
		Allemagne . . .	—	9	6	7	9	8	3
		Angleterre . . .	—	4	3	3	8	5	3
		Belgique . . .	—	12	23	3	16	15	3
		Hollande . . .	—	48	32	14	53	31	11
		Japon . . .	—			1			1
		Autres pays . . .	—	4	3		12	4	
	TOTAUX . . .	—	102	71	30	113	75	25	
	Bonnet- terie	France . . .	Q. M.	5	3	4	14	8	6
		Allemagne . . .	—	1	4	3	5	4	17
		Angleterre . . .	—	29	21	8	61	41	16
		Japon . . .	—			84			139
		Autres pays . . .	—	54	81	2,5	149	152	13
	TOTAUX . . .	—	89	109	101,5	229	205	191	
	Passe- mente- rie	France . . .	Q. M.		0,5	0,5		1	1
		TOTAUX . . .	—		0,5	0,5		1	1
68. Tissus de laine		France . . .	Q. M.	1	3	1,5	4	13	10
		Allemagne . . .	—	0,5	1	0,5	2	4	1
		Angleterre . . .	—	11	12	7,5	60	51	37
		Belgique . . .	—		0,5			1	
		Hollande . . .	—	2			2		
		Autres pays . . .	—	2	7	0,5	11	34	2
	TOTAUX . . .	—	16,5	23,5	10	79	103	50	
69. Tissus de soie et de bourre de soie.		Allemagne . . .	Q. M.		1			11	
		Angleterre . . .	—	1	4		10	22	
		Japon . . .	—			0,5			2
		Autres pays . . .	—		1			5	
TOTAUX . . .	—	1	6	0,5	10	38	2		
70. Tissus de soie artificielle.		France . . .	Q. M.	0,5	1	1	2	20	22
		Allemagne . . .	—	1	1	1	7	8	5
		Angleterre . . .	—	28	21	14	140	100	92
		Belgique . . .	—	1		32	1		81
		Hollande . . .	—	1	1		4	4	
		Japon . . .	—						
		Autres pays . . .	—	18	14	6	270	108	96
	TOTAUX . . .	—	49,5	38	54	44	240	296	
71. Vêtements et lingerie		France . . .	Q. M.	11	17	9,5	70	63	44
		Allemagne . . .	—	2	1	1	12	3	2
		Angleterre . . .	—	60	64	26	230	161	99
		Belgique . . .	—	57	3		25	12	
		U. S. A. . . .	—	3			3		
		Hollande . . .	—	3			1		
		Japon . . .	—			94			177
		Autres pays . . .	—	80	89	64,5	444	279	197
	TOTAUX . . .	—	216	174	195	785	518	519	

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
72. Papier et ses applications	France . . .	Q. M.	337	183	101,5	290	204	111,5
	Allemagne . .	—	70	91	37,5	33	40	40
	Angleterre . .	—	50	51	112	60	50	55
	Belgique . . .	—	1	1	23	1	5	8
	U. S. A. . . .	—		0,5			1	
	Hollande . . .	—	70	137	77	29	45	19
	Autres pays . .	—		1	50		2	12
	TOTAUX . . .	—	534	484,5	427	415	347	245,5
73. Peaux et pelle- teries préparées	France . . .	Q. M.	2		0,5	8		2
	Allemagne . .	—	1	1		2	2	
	Angleterre . .	—	4	7	2	9	10	2
	Belgique . . .	—		0,5			1	
	TOTAUX . . .	—	7	8,5	2,5	19	13	4
74. Chaussures	France . . .	Q. M.	2	2	1	11	10	3
	Allemagne . .	—	2	0,5	0,5	7	2	1
	Angleterre . .	—	5	6	7	30	30	25
	Belgique . . .	—	1	1		7	6	
	Japon	—			8			11
	Autres pays . .	—	0,5			1		
	TOTAUX . . .	—	10,5	9,5	10,5	56	48	40
75. Autres ouvra- ges en peau	France . . .	Q. M.	9	3	3	61	10	11
	Allemagne . .	—	6	2	2	11	6	5
	Angleterre . .	—	1	4	6	4	13	11
	Belgique . . .	—	1	0,5		2	1	
	Autres pays . .	—		1			1	
	TOTAUX . . .	—	17	10,5	13	78	31	27
76. Orfèvrerie et bijouterie	France . . .	Q. M.	8	1	1	8	3	2
	Allemagne . .	—	0,5		0,5	1		3
	Angleterre . .	—	0,5	0,5		2	3	
	Autres pays . .	—	2	0,5	1,5	12	1	8
	TOTAUX . . .	—	11	2	3	23	7	13
77. Horlogerie	France . . .	Q. M.	1	1	2	2	3	8
	Allemagne . .	—	1	3	2	4	9	6
	Angleterre . .	—	0,5			1		
	Belgique . . .	—			0,5			2
	Autres pays . .	—	0,5	0,5	0,5	2	2	3
	TOTAUX . . .	—	3	4,5	5	9	14	19

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
78. Machines à vapeur et machines motrices	France . . .	Nombre Q. M.	1 563			610		
	Allemagne . .	Nombre Q. M.			475			465
	TOTAUX . . .	Nombre Q. M.	1 563		475	610		465
79. Machines agricoles, y compris les tracteurs	France . . .	Nombre Q. M.	1	12	32	1	21	27
	Allemagne . .	Nombre Q. M.		1			1	
	Angleterre . .	Nombre Q. M.		52			37	
	Belgique . . .	Nombre Q. M.	20			15		
	U. S. A. . . .	Nombre Q. M.			1			0,5
	Autres pays . .	Nombre Q. M.			1			1
	TOTAUX . . .	Nombre Q. M.	21	65	34	16	59	28,5
80. Machines et appareils électriques	France . . .	Q. M.	40	75	101	143	225	191
	TOTAUX . . .	—	40	75	101	143	225	191
81. Autres machines et mécaniques	France . . .	Q. M.	701	834	189	2.266	758	396
	Allemagne . .	—	164	409	18	314	110	34
	Angleterre . .	—	143	128	95	157	174	116
	Belgique . . .	—	18	66	1	30	91	3
	U. S. A. . . .	—	118	18	7,5	489	53	21
	Hollande . . .	—			1			2
	Autres pays . .	—	23	23	7	29	33	7
	TOTAUX . . .	—	1.167	1.478	318,5	3.285	1.219	579
82. Outils emmanchés ou non	France . . .	Q. M.	271	191	75	133	92	53
	Allemagne . .	—	184	326	245	63	110	55
	Angleterre . .	—	99	42	12	20	13	3
	Belgique . . .	—	25	44	10	7	6	5
	TOTAUX . . .	—	579	603	342	223	221	116
83. Coutellerie	France . . .	Q. M.	2	0,5	2,5	12	3	4
	Allemagne . .	—	83	104	124	53	83	93
	Angleterre . .	—	35	33	26	26	20	9
	Belgique . . .	—		5	13,5		1	6
	TOTAUX . . .	—	120	144,5	168	91	107	112

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
84. Articles de ménage	France	Q. M.	76	23	28,5	57	19	9
	Allemagne	—	123	135	133	74	82	79
	Angleterre	—	514	770	462	255	329	187
	Belgique	—	41	16	26	25	11	7
	Hollande	—	5	15	7	4	4	3
	Japon	—			94			29
	Autres pays	—	128	117	125	136	91	92,5
	TOTAUX	—	887	1.076	875,5	551	536	406,5
85. Autres ouvrages en métaux	France	Q. M.	2.048	3.767	337,5	734	822	158
	Allemagne	—	16 055	3.714	918	2.916	1.162	202,5
	Angleterre	—	197	807	1.261	94	146	264
	Belgique	—	78	774	91	21	115	28
	U. S. A.	—	1.179	899	1.011,5	314	217	270,5
	Hollande	—		9	16		1	3
	Autres pays	—	6	161	842	9	60	81
	TOTAUX	—	19.563	10.131	4.477,5	4.088	2.523	1.007
86. Armes, poudres et munitions	France	Q. M.	138	81	29	169	135	140,5
	Allemagne	—	3	7		4	6	
	Angleterre	—	75	30	29	104	30	18
	Belgique	—	2	7		3	11	
	Autres pays	—	0,5			16		
	TOTAUX	—	218,5	125	58	296	182	158,5
87. Meubles	France	Q. M.	40	9		28	5	
	Allemagne	—	2			2		
	Angleterre	—	68	101	85	23	28	24
	Belgique	—	10	3		4	1	
	Autres pays	—	14		17	4		1,5
	TOTAUX	—	134	113	102	61	34	25,5
88. Futailles vides en bois, montées ou non montées, cerclées	Angleterre	Q. M.	167		277	11		35
	Hollande	—	250		250	25		33
	TOTAUX	—	417		527	36		68
89. Autres ouvrages en bois	France	Q. M.	104	40	29	46	10	11
	Allemagne	—		11	19		3	5
	Angleterre	—	8	1	4	4	1	2
	Belgique	—	1			1		
	Autres pays	—	79	6		5	2	
	TOTAUX	—	192	58	52	56	16	18

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
90. Instruments de musique	France . . .	Q. M.	3	4	5,5	17	11	10
	Allemagne . .	—	1	6	1	4	15	2
	Angleterre . .	—	12	9	9	50	43	33
	U. S. A. . . .	—	0,5		1	1		0,5
	Japon	—			1			1
	Autres pays . .	—	1	0,5		2	1	
	TOTAUX	—	17,5	19,5	17,5	74	70	46,5
91. Ouvrages de serrurerie et de vannerie	France	Q. M.		1			0,5	
	Angleterre . .	—	10	4	0,5	4	1	1
	Belgique	—		3			2	
	Japon	—			104			34
	Autres pays . .	—	89	51	4,5	43	23	3
	TOTAUX	—	99	59	109	47	26,5	38
92. Voitures pour voies ferrées . .	France	Nombre Q. M.	46 701	48 2.421	4 42	303	795	103
	Allemagne . . .	Nombre Q. M.		2.063			873	
	Belgique	Nombre Q. M.	1.471			824		
	TOTAUX	Nombre Q. M.	46 2.172	48 4.486	4 42	1.127	1.668	103
	France	Nombre Q. M.	4 4			21		
93. Motocyclettes et pièces détachées	Angleterre . . .	Nombre Q. M.	7 11	2 6		14	5	
	U. S. A.	Nombre Q. M.	1 3			1		
	Autres pays . .	Nombre Q. M.		1 2			2	
	TOTAUX	Nombre Q. M.	12 18	3 8		39	7	
	France	Nombre Q. M.	36 11	28 12	13 4	29	25	6
	Allemagne . . .	Nombre Q. M.	19 19		23 37	27	17	41
94. Vélocipèdes et pièces détachées.	Angleterre . . .	Nombre Q. M.	255 55	344 68	388 87	88	125	121
	Belgique	Nombre Q. M.		2	3		2	4
	Japon	Nombre Q. M.			36 18			11
	Autres pays . .	Nombre Q. M.	14 2			6		
	TOTAUX	Nombre Q. M.	324 87	372 96	480 149	150	169	183

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
95. Voitures automobiles.	Voitures de tourisme.	France Nombre	13	19	13			
		Q. M.	161	227	157	251	288	137
		Angleterre Nombre	4	7	4			
		Q. M.	124	98	64	74	88	47
		Belgique Nombre	1	5				
		Q. M.	11	60		16	72	
	U. S. A.	Nombre	7		8			
		Q. M.	82		117	90		69
	Autres pays	Nombre			4			
		Q. M.			48			30
	TOTAUX	Nombre	25	31	29			
		Q. M.	378	385	386	431	448	283
96. Accessoires et pièces détachées d'automobiles	Camions.	France Nombre			10			
		Q. M.			264			150
		U. S. A. Nombre			3			
		Q. M.			28			10
		Autres pays Nombre	66	51	23			
		Q. M.	130	567	231	317	171	90
	TOTAUX	Nombre	66	51	36			
		Q. M.	730	567	523	317	171	250
		France Q. M.	61	66	38	306	197	91
		Allemagne —	1			3		
		Angleterre —	4	10	12	9	14	12
		U. S. A. —	28	1	3	74	4	5
		Autres pays —	3	7	5	10	2	12
		TOTAUX —	97	84	58	402	217	120
97. Embarcations	France	Q. M.	4	1		33	1	
		Angleterre —		6			45	
	TOTAUX	—	4	7		33	16	
		—						
	Pneus	France Q. M.	85	60		181	112	
		Allemagne —		23			30	
		Angleterre —	29	36	4	38	44	4
		Belgique —	35	12		72	23	
		U. S. A. —	16	2		27	3	
		Hollande —	3	8		5	10	
	TOTAUX	—	168	141	4	323	222	4
		—						
98. Ouvrages en caoutchouc	Chapes — Autos	France Q. M.			71			118
		Angleterre —			14			16
		Belgique —			4			5
		U. S. A. —			3			4
		TOTAUX —			9			143
		—						

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
98. Ouvrages en caoutchouc — Chapes — Vélos.	France . . .	Q. M.			5			8
	Allemagne . .	—			10			9
	Angleterre . .	—			7			11
	Hollande . . .	—			5			6
	Japon	—			6			5
	Autres pays . .	—			3			1
	TOTAUX	—			36			40
	France	Q. M.	19	16	15	40	25	20
	Allemagne . .	—		8			12	
	Angleterre . .	—	22	15	5	21	27	10
98. Ouvrages en caoutchouc	Belgique . . .	—		2	1		2	1
	U. S. A.	—	9			13		
	Hollande . . .	—	13	4		22	6	
	TOTAUX	—	63	45	21	96	72	31
	France	Q. M.			2			5
	Allemagne . .	—			8			10
	Angleterre . .	—			5			7
	Hollande . . .	—			3			4
	Japon	—			3			2
	Autres pays . .	—			1			0,5
98. Ouvrages en caoutchouc	TOTAUX	—			23			28,5
	France	Q. M.	11	8	7,5	22	18	18
	Allemagne . .	—	1	5	3	3	6	3
	Angleterre . .	—	20	39	3	44	45	14
	Belgique . . .	—	1			2		
	Japon	—			109			67,5
	Autres pays . .	—	28	110	4	29	78	7
	TOTAUX	—	61	162	128,5	100	147	109,5
	France	Q. M.	27	46	6	43	37	30
	Allemagne . .	—	32	51	77	19	16	45
99. Feutres pour doublage et autres	Angleterre . .	—	45	87	37	33	56	20
	Belgique . . .	—	32	33		4	3	
	Japon	—			1			2
	Autres pays . .	—	0,5	3	1,5	1	3	7
	TOTAUX	—	136,5	220	122,5	100	115	104
	France	Q. M.	3	6	3	9	16	8
	Allemagne . .	—	0,5		2	2		3
	Angleterre . .	—	1	3	1	2	6	3
	Belgique . . .	—			2			2
	TOTAUX	—	4,5	9	8	13	22	16
100. Brosserie . .	France	Q. M.	3	6	3	9	16	8
	Allemagne . .	—	0,5		2	2		3
	Angleterre . .	—	1	3	1	2	6	3
	Belgique . . .	—			2			2
	TOTAUX	—	4,5	9	8	13	22	16

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
101. Allumettes	Allemagne .	1.000 boîtes Q. M.		15 1			1	
	Angleterre .	1.000 boîtes Q. M.	36 7			4		
	Belgique .	1.000 boîtes Q. M.	29 3	14 2	14 2	2	1	1
	Japon .	1.000 boîtes Q. M.			36 4			1
	Autres pays	1.000 boîtes Q. M.	3.699 773	2.873 534	3.413 570	410	279	292
	TOTAUX .	1.000 boîtes Q. M.	3.764 783	2.889 537	3.463 576	416	281	294
102. Bimbeloterie	France . .	Q. M.	108	224	111	458	390	225
	Allemagne .	—	72	75	32,5	51	63	62
	Angleterre .	—	19	47	34	64	83	62
	Belgique .	—	3	1		8	2	
	U. S. A. .	—	0,5			2		
	Hollande .	—		0,5			1	
	Japon .	—			9,5			11
	Autres pays	—	338	155	189	3.331	617	728
	TOTAUX .	—	542,5	502,5	346	3.911	1.156	1.088
103. Colis postaux	France . .	Longueur Nombre Q. M.	1.000 841 67	3.600 505 64				
	Allemagne .	Nombre Q. M.	55 8	4 5	39 4	364	315	235
	Angleterre .	Nombre Q. M.	332 30	317 20	354 12	244	171	79
	Belgique .	Nombre Q. M.			60 2	2		5
	U. S. A. .	Nombre Q. M.	11 1		1,5	5	2	8
	Hollande .	Nombre Q. M.		0,5	1	1	1	1
	Japon .	Nombre Q. M.			1 2			6
	Autres pays	Longueur Nombre Q. M.	5.400 67 8	4.600 188 7	49.200 182 9	26	48	29
	TOTAUX .	Longueur Nombre Q. M.	6.400 1.306 115,5	8.200 1.014 97	4.150 97,5 49.200	676	559	383

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
104. Autres articles	France . . .	Q. M.	339	392	328,5	399	277	173
	Allemagne . .	—	32	48	45	25	41	21
	Angleterre . .	—	273	296	290,5	247	244	197
	Belgique . . .	—	26	33	33	19	19	39
	U. S. A. . . .	—	182	63	122	109	24	40
	Hollande . . .	—	20	23	16	21	27	20,5
	Japon	—			2			1
	Autres pays . .	—	450	217	1.114	1.076	84	145
	TOTAUX . . .	—	1.324	1.074	1.951	1.896	716	636,5
105. Conserve de tomates	France	Q. M.			0,5			0,5
	U. S. A. . . .	—			31			7
	Autres pays . .	—			14			3
	TOTAUX . . .	—			45,5			10,5
Total général des importations . . .			314.231	193.007	144.500	63.487	41.603	32.200

L'Agent chargé de la statistique import :

OLIVEIRA

Lomé, le 20 janvier 1935

Le chef du bureau des douanes,

Toqué

ÉTAT DES EXPORTATIONS

pendant l'année 1934

COMMERCE SPÉCIAL

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
2. Porcs.	Colonies Françaises	Têtes Q. M.		3 2	4 2		0,5	0,5
	Autres pays	Têtes Q. M.	303 125	114 57	163 82	36	8	5
	TOTAUX .	Têtes Q. M.	303 125	117 59	167 84	36	8,5	5,5
3 Bœufs	Colonies Françaises	Têtes Q. M.			15 30			3
	Autres pays	Têtes Q. M.	29 58	7 14	2 4	16	3	0,5
	TOTAUX .	Têtes Q. M.	29 58	7 14	17 34	16	3	3,5
4. Moutons.	Autres pays	Têtes Q. M.	918 184	1.201 240	392 78	37	36	12
	TOTAUX .	Têtes Q. M.	918 184	1.201 240	392 78	37	36	12
5. Chèvres	Autres pays	Têtes Q. M.	8 2	41 8	11 2	0,5	1	0,5
	TOTAUX .	Têtes Q. M.	8 2	41 8	11 2	0,5	1	0,5
6. Peaux de bœufs	France . .	Q. M.		8	19		1	3
	Angleterre .	—	3		96	1		16
	Autres pays	—	5	21	23	1	4	3
	TOTAUX .	—	8	29	138	2	5	22
7. Peaux de moutons et de chèvres	France . .	Q. M.			4			1
	Angleterre .	—	5			1		
	Autres pays	—	7	3	8	3	1	2
	TOTAUX .	—	12	3	12	4	1	3

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
8. Coton non égrené	Angleterre . .	Q. M.	31			0,5		
	TOTAUX . .	—	31			0,5		
9. Volailles . .	Autres pays . .	Q. M.	14	17	15	8	6	5
	TOTAUX . .	—	14	17	15	8	6	5
10. Poissons secs et crevettes . .	Autres pays . .	Q. M.	4.542	5 076	5.767	1.817	1.269	1.327
	TOTAUX . .	—	4.542	5.076	5.767	1.817	1.269	1.327
11. Dents et défenses d'éléphant . .	France . .	Q. M.			1			3
	TOTAUX . .	—			1			3
12. Arachides en coques . .	Colonies Françaises	Q. M.		5			0,5	
	Autres pays . .	—	1.319	638	1.122	53	23	34
	TOTAUX . .	—	1.319	643	1.122	53	23,5	34
14. Amandes de ka- rité . .	Allemagne . .	Q. M.		946			47	
	Hollande . .	—		25			1	
	Autres pays . .	—	190			11		
	TOTAUX . .	—	190	971		11	48	
16. Amandes de pal- me . .	France . .	Q. M.	12.304	4.198	18.667	707	231	812
	Allemagne . .	—	78.036	45.798	72.888	4.953	2.519	3.599
	Angleterre . .	—	1.043	314		57	17	
	Espagne . .	—			5.856			273
	Hollande . .	—	8.712	8.428	19.910	517	464	1.003
	Autres pays . .	—	86	4.851	11	5	267	1
	TOTAUX . .	—	100.181	63.589	117.332	6.239	3.498	5.684
17. Coprah . .	France . .	Q. M.	5.704	13.706	26.482	513	1.123	2.041
	Allemagne . .	—	7.525	3.015		677	269	
	Angleterre . .	—	2.493			225		
	Autres pays . .	—	3.253			293		
	TOTAUX . .	—	18.977	16.721	26.482	1.708	1.392	2.041
18. Graines de co- ton . .	Angleterre . .	—	20.779	13.895	15.670	312	338	231
	TOTAUX . .	—	20.779	13.895	15.670	312	338	231
19. Graines de ricin	France . .	—		103	1.485		6	110
	TOTAUX . .	—		103	1.485		6	110

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
20. Cacao	Colonies françaises	Q. M.			518			78
	France	—	61.371	69.862	25.869	11.289	13.972	3.753
	Allemagne	—			20.021			2.839
	Belgique	—			250			37
	U. S. A.	—			9.532			1.450
	Hollande	—			1.667			250
	Autres pays	—			460			69
	TOTAUX	—	61.371	69.862	58.717	11.289	13.972	8.496
21. Maïs en grains	France	Q. M.		29.938	98.033		898	3.781
	Allemagne	—		2			0,5	
	Belgique	—		258			8	
	Colonies françaises	—		59	46		2	2
	Autres pays	—	1.940	1.308	1.119	71	39	43
	TOTAUX	—	1.940	31.563	99.218	71	947,5	3.826
22. Piments	Autres pays	—	284	159	100	99	48	29
	TOTAUX	—	284	159	100	99	48	29
23. Farine de maïs	Colonies françaises	Q. M.			2			0,3
	Autres pays	—	8	237	39	1	45	6
	TOTAUX	—	8	237	41	1	45	6,3
24. Farine de manioc	Colonies françaises	Q. M.		83	146		3	3
	Autres pays	—	1.670	4.693	1.293	73	141	44
	TOTAUX	—	1.670	4.778	1.441	73	144	49
25. Huile de palme	France	Q. M.	7.470	2.177	3.231	544	131	130
	Angleterre	—	367					
	Colonies françaises	—			14	29		1
	Autres pays	—	1.714	4.303	6.749	123	258	338
	TOTAUX	—	9.551	6.480	10.014	696	389	489
28. Poivres	France	Q. M.	2			1		
	TOTAUX	—	2			1		
29. Haricots	France	Q. M.			11			2
	Colonies françaises	—			8			1
	Autres pays	—	639	380	259	85	48	41
	TOTAUX	—	639	380	278	85	48	44

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
30. Ignames	Colonies françaises	Q. M.	3	6	6	0,5	0,5	0,5
	Autres pays	—	3.907	2.141	1.426	73	43	29
	TOTAUX	—	3.910	2.147	1.432	78,5	43,5	29,5
31. Caoutchouc	France	Q. M.		2	99		0,5	15
	TOTAUX	—		2	99		0,5	15
32. Fruits de table secs ou lapés au- tres	Autres pays	Q. M.	4	2		0,5	0,3	
	TOTAUX	—	4	2		0,5	0,5	
33. Bois communs	France	Q. M.		3			1	
	Autres pays	—	76	1		6	0,5	
	TOTAUX	—	76	4		6	1,5	
34. Coton égrené	France	Q. M.	5.674	5.274	5.439	1.986	1.846	1.904
	Allemagne	—	935	337	160	327	118	56
	Angleterre	—	6.217	4.757	5.311	2.176	1.665	1.839
	Belgique	—			445			156
	TOTAUX	—	12.826	10.368	11.355	4.489	3.629	3.955
35. Kapok égrené	France	Q. M.	234	647	106	93	324	45
	Angleterre	—	136	310	343	62	153	143
	Belgique	—			860			350
	Colonies françaises	—		2			1	
	Hollande	—	1.186	666	913	474	333	379
	TOTAUX	—	1.576	1.625	2.224	629	813	917
37. Kapok non égre- né	France	Q. M.	95			19		
	Hollande	—	204			41		
	TOTAUX	—	299			60		
39. Noix de colas	Colonies françaises	Q. M.			2			1
	TOTAUX	—			2			1
40. Graines et fruits oléagineux autres	France	Q. M.	46	103	72	2	6	4
	Colonies françaises	—		307			10	
	Autres pays	—	10			0,5		
	TOTAUX	—	56	412	72	2,5	16	4
42. Beurre de kari- té	France	Q. M.		97	132		8	11
	Autres pays	—	43	209		3	17	
	TOTAUX	—	43	306	132	3	25	11

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1932	1933	1934	1932	1933	1934
44. Meubles en bois autres	France	Q. M.	3	8	17	1	4	3
	Angleterre . .	—			0,5			1
	Colonies françaises	—		2	14		2	4
	TOTAUX	—	3	10	31,5	1	6	8
45. Café	France	Q. M.	648	739	643	259	380	321
	Allemagne . .	—	1			0,5		
	Colonies françaises	—			1			0,5
	Autres pays . .	—	11			4		
	TOTAUX	—	660	739	644	263,5	380	321,5
46. Calebasses .	Autres pays . .	Q. M.		1			0,5	
	TOTAUX	—		1			0,5	
47. Tapioca	France	Q. M.	61	14	3.424	4	1	340
	Colonies françaises	—		1	1		0,5	0,5
	Autres pays . .	—	2			0,5		
	TOTAUX	—	63	15	3.425	4,5	1,5	340,5
48. Nattes indigènes .	Autres pays . .	Q. M.	1			0,5		
	TOTAUX	—	1			0,5		
49. Autres produits	France	Q. M.		3	18		0,5	3
	Allemagne . .	—		1			0,5	
	Angleterre . .	—		1			0,5	
	U. S. A. . . .	—		12			1	
	Autres pays . .	—	88	756	76	351	213	15
	TOTAUX	—	88	773	94	351	213,5	18
Totaux des exportations			241.521	231.255	357.541,5	28,448	27.355	28.061,5

L'Agent chargé de la statistique exportation,

Lomé, le 20 janvier 1935

Le chef du bureau des douanes,
TOGUÉ

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1934

ACTIF

Actionnaires	11.250.000,00
Caisse, Banque de France & C. N. E. P.	112.162.697,21
Fonds en route	4.000.000,00
Garantie de la circulation	167.020.000,00
{ Bons de la Défense Nationale	816.781,46
{ Disponibilités à l'Etranger	1.000.000,00
{ Dépôt au Trésor	328.289.200,80
Portefeuille	77.366.684,98
Portefeuille couvert par la loi du 12 avril 1932	29.726.373,12
Avances couvertes par des Garanties spéciales	818.978,18
Participations financières	10.000.000,00
Avances sans intérêts aux Colonies	49.625.482,89
Avances contractuelles aux Colonies	14.510.283,48
Comptes-courants & débiteurs divers	12.534.435,24
Immeubles	880.572,39
Matériel & mobilier	5.190.437,66
Comptes d'ordre & divers	Frs. : 825.191.927,41

PASSIF

Capital	50.000.000,00
Réserves	17.500.000,00
{ Fonds de prévoyance statutaire	1.219.473,57
{ Réserve statutaire	2.438.947,17
{ — supplémentaire	55.000.000,00
Provision pour remboursement de B.B. Adirés	404.880.500,00
Billets au porteur en circulation	32.919.284,53
Effets à payer	148.203.344,02
Comptes-courants & créditeurs divers	30.308.635,34
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)	139.944,74
Dividendes à payer	18.270.893,39
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)	46.411.380,57
Effets en nantissement	16.077.311,43
Comptes d'ordre & divers	533.472,18
Réescompte du portefeuille	1.012.421,42
Profits et Pertes	276.319,05
{ Report des semestres antérieurs	Frs. : 825.191.927,41
{ Bénéfice net du semestre	

ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C^{IE}

Boîte Postale 106



DAKAR

J'ACHÈTE OU J'ÉCHANGE

Contre des objets de valeur

les

Timbres-poste oblitérés

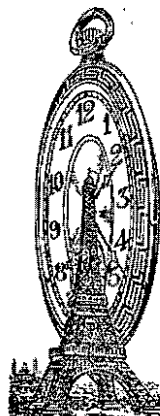
Ecrire à :

F. BELLAMY, — LANTA, H^{te} Garonne

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France